

Questions de Recherche / Research in Question

N° 29 – Août 2009

**La langue amère des temps nouveaux :
dynamique de la violence au Rwanda rural
(1991-1994)**

Emmanuel Viret

Centre d'études et de recherches internationales

Sciences Po

**La langue amère des temps nouveaux :
dynamique de la violence au Rwanda rural
(1991-1994)¹**

Résumé

En s'intéressant à la dynamique de la violence rurale dès l'installation du multipartisme (1991-1994), l'article propose de nouvelles perspectives sur la mobilisation de la paysannerie rwandaise pendant le génocide. Le dépouillement des archives de deux anciennes communes, complété par des entretiens réalisés sur les collines et dans quatre prisons du pays permettent d'analyser l'imposition progressive d'une économie de la violence. Le cadre même du multipartisme poussa les élites rurales engagées dans la compétition politique à recruter un nombre croissant d'hommes pour réaliser des actions ponctuelles et violentes contre d'autres partis, réactivant à cette occasion les canaux de clientèle que la monétisation de l'économie et la diffusion du salariat dans les campagnes avaient progressivement asséchés. Une attention spécifique est accordée à l'entrepreneuriat politique ainsi qu'à la relation entre intermédiaires locaux (*social brokers*) et élites rurales tant dans la lutte entre partis politiques que dans la constitution des coalitions Power locales qui assumèrent l'exécution des massacres.

Summary

Dealing with the dynamics of rural violence under the multi-party transition (1991-1994), this paper suggests new points of view on the mobilization of Rwandan peasantry during the genocide (1994). Going through local archives and interviews held in the hills and in four prisons of the country, the analysis focuses on the increasing development of an economy of violence. The multi-party system incited competing rural elites to recruit a growing number of men and ruffians against other contenders in order to assure their access to power. Local elites (re)formed patron-client links previously dried by the spreading of money and wage incomes in the countryside. Particular attention is paid to the dimension of political entrepreneurship and to the relationship between social brokers and rural elites, in the course of the struggle between political parties as well as during the building of the Power coalitions which led the massacres locally.

Emmanuel Viret achève son doctorat à Sciences-po, sous la direction de Jacques Sémelin (CERI) et Danielle de Lame (MRAC-Tervuren). Ses recherches portent sur les mobilisations paysannes, le clientélisme politique et la violence dans la région des Grands-Lacs africains.

¹ Une première version de ce texte a été présentée lors du colloque « Regards croisés sur les 'milices' d'Afrique et d'Amérique latine en situation de violence » le 25 septembre 2008 au CERI. L'auteur tient à remercier les deux lecteurs anonymes de *Question de Recherche* ainsi que Sandrine Perrot, Gilles Favarel-Garrigues et Colombe Camus pour leurs commentaires et suggestions.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
Méthodologie	10
Présentation des deux communes observées	12
Butaka : une colonie intérieure.....	12
Nyabwigunge : un hinterland insoumis.....	14
I. DE NOUVEAUX HORIZONS : LES ELITES RURALES SOUS LA DEUXIEME REPUBLIQUE (1973-1991).....	15
I.1. Le réordonnement des ressources.....	15
I.2. Sociologie des élites rurales	17
II. LE GRAND RETOURNEMENT : L'EXPERIENCE DU MULTIPARTISME (1991-1994).....	21
II.1. Cadre et répertoires	21
II.2. Parrainage et déclassement.....	26
III. L' ORDRE POWER ET SES HOMMES.....	35
III.1. Entreprenariat et consensus des coalitions	35
III.2. Deux exemples de constitution de bande.....	41
La bande de Byemayire à Butaka-Rusoli	42
La bande de Cyimana à Karembe	45
CONCLUSION	47
LEXIQUE ET ACRONYMES.....	49
BIBLIOGRAPHIE	50

INTRODUCTION

« Le peuple, voilà le vrai bouclier, c'est la véritable armée qui est forte... Les forces armées combattent, mais le peuple, lui, dit : nous tenons vos arrières, c'est nous le bouclier. Le jour où le peuple va se lever et qu'il ne voudra plus de vous, qu'il vous haïra à l'unisson et du fond de son cœur, quand vous lui inspirerez la nausée, je... je me demande par où vous vous échapperez... Par où pourrez-vous passer ? » RTLM, 3 avril 1994

Rondes de nuit et milices, partisans, bandits sociaux, malgré-nous ou militants radicaux, la participation de populations civiles à des mouvements de violence politique prend des formes aussi variées que la vie quotidienne qu'elle vient recouvrir. Des travaux récents, usant de méthodes différentes, ont entrepris de rénover l'état de la recherche sur cette question en analysant, d'une part, l'engagement dans la violence (décision raisonnée, passage à l'acte ou processus de socialisation) et, de l'autre, ses déterminants structurels (accès aux ressources², frustrations, émotions³...). Dans cet article, nous nous proposons d'étudier la formation de bandes violentes au Rwanda pendant le multipartisme (1991-1994) et le génocide en utilisant certains des outils légués par la sociologie des mobilisations : l'entrepreneuriat politique, le *brokerage* et la formation de répertoires dynamiques. Au-delà de la volonté politique d'organiser les massacres et du cadre institutionnel qui favorisa la formation des bandes sous le multipartisme, nous voulons insister sur la continuité des cadres de l'expérience quotidienne et des situations extrêmes⁴, en portant notre attention sur les modes de conversion à une économie de la violence, c'est-à-dire sur la manière dont les répertoires d'action violente ont permis de (re)fonder des liens de clientèle et de redistribuer des ressources.

La littérature considérable⁵ consacrée au génocide rwandais bute sur la question essentielle de la mobilisation de la paysannerie pendant les massacres⁶. Rappelons brièvement les faits : en une centaine de jours, d'avril à juillet 1994, environ 800 000 personnes furent assassinées, sur les ordres d'une coalition regroupant des éléments de l'appareil d'Etat, des principaux partis politiques et des Forces armées rwandaises (FAR). Mondes urbain et rural, adeptes de diverses confessions religieuses, hauts fonctionnaires ou travailleurs agricoles journaliers, aucune région, aucun secteur

² Jeremy M. Weinstein, *Inside Rebellion. The Politics of Insurgent Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

³ Elizabeth J. Wood, *Inside Collective Action and Civil War in El Salvador*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

⁴ Michael Pollak, *L'Expérience concentrationnaire, Essai sur le maintien de l'identité sociale*. Paris, Métailié, 1990, p. 15.

⁵ Le saut quantitatif peut être apprécié en comparant la déjà volumineuse encyclopédie bibliographique publiée par Marcel d'Hertefeldt et Danielle de Lame (*Société, culture et histoire du Rwanda, Encyclopédie bibliographique 1863-1980/1987* (deux tomes), Tervuren, Musée Royal de l'Afrique Centrale, 1987) et son actualisation électronique. Voir <http://societies.africamuseum.be> et <http://rwandabase.africamuseum.be/>.

⁶ Voir Claudine Vidal, « Questions sur le rôle des paysans durant le génocide des Rwandais Tutsi », *Cahiers d'Etudes Africaines*, vol. n°150-152, 1998, p. 331-345 ; Timothy Longman, "Placing Genocide in Context: Research priorities for the Rwandan genocide", *Journal of Genocide Research*, vol. 6, n°1, 2004, p. 29-45.

n'échappa aux consignes d'extermination de la population Tutsi et de liquidation des opposants à la coalition Power. Les médias relayèrent largement le mot d'ordre⁷.

Toutefois, le projet reposait en premier lieu sur l'assentiment et la participation des paysans aux massacres dans un pays à 95 % rural. Les « agri-éleveurs » étaient les premiers supports de la propagande de la deuxième République (1973-1994). Le « développement » (*amajyambere*), idéologie d'Etat, avait érigé une figure du paysan, relayée par les discours du président de la République autant que par les publications élitaires de l'époque, synthèse éloquente d'un homme sans qualités⁸ et de bonne volonté : le *muturage*, aussi commun qu'introuvable, auquel s'adressaient les consignes de culture obligatoire, de modération chrétienne et de foi dans les « choses de l'avenir ». La mobilisation des campagnes était un thème commun du Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND), parti unique de 1975 à 1991, dont tout citoyen était membre à la naissance et qui se confondait presque totalement avec les structures de l'Etat : chaque année était placée sous le signe d'un objectif à atteindre, les travaux collectifs obligatoires (*umuganda*) contraignaient les paysans à travailler pour le Parti-Etat une fois par semaine, des compétitions systématiques opposaient les divers échelons administratifs dans des domaines allant du sport à la production vivrière, en passant par « l'animation » à la gloire du chef de l'Etat. En tout, le zèle (*umwete*⁹) était exigé des bourgmestres qui transmettaient les consignes aux conseillers de secteurs et responsables de cellule, relayant l'écho du Parti-Etat jusqu'au moindre interstice des collines. Ce fantasme d'une paysannerie réifiée, unifiée et soumise manifestait plus l'ambiguïté des rapports des élites nationales et locales de la deuxième République avec leur origine folklorisée que la réalité d'une « culture de l'obéissance¹⁰ » mise à mal par la contestation quasi quotidienne des autorités pendant le multipartisme (1991-1994). De fait, l'implication massive des paysans dans les massacres devait aussi permettre aux décideurs de s'exonérer de leur responsabilité, dissoute dans le nombre et la « spontanéité » de l'adhésion.

Le génocide bouleversa, à première vue, les cadres de la vie ordinaire. Le caractère exceptionnel de l'événement a poussé nombre d'études – y compris celles réalisées à la plus petite échelle¹¹ – à se concentrer sur les cent jours qu'ont duré les massacres au risque, peut-être, d'un

⁷ Jean-Pierre Chrétien (dir.), *Rwanda, les médias du génocide*, Paris, Karthala, 2002.

⁸ C'est-à-dire indéfini et dispos selon la description de Robert Musil dans *L'homme sans qualités*, Paris, Seuil, 2004, pp. 288-290. Si les discours de Juvénal Habyarimana glorifiaient la figure du paysan (Philip Verwimp, *Development and Genocide in Rwanda. A political Economy Analysis of Peasants and Power under the Habyarimana Regime*, Phd Dissertation n°170, K.U. Leuven, 2003), ils célébraient surtout en lui l'homme nouveau c'est-à-dire à venir.

⁹ Une chanson d'Impala, groupe musical à la mode dans les années 1980, liait ainsi le zèle et l'idéologie du développement : *cyera twarakoraga yego, harico ntidushyeho mwete ukuza mura urwanda* (« avant, sous la première République, les gens travaillaient mais pas avec zèle pour développer le Rwanda »).

¹⁰ Scott Straus, *The Order of Genocide. Race, Power and War in Rwanda*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2006, p. 205.

¹¹ Chaque commune était divisée en secteurs (on dit souvent qu'un secteur correspond à une colline), puis en cellules. Le plus petit échelon enfin, le *nyumbakumi*, encadrait en moyenne un groupe de dix familles.

raisonnement téléologique. Ainsi du rôle de l'Etat, maintes fois souligné¹², dont le rappel pose plus de questions qu'il n'y répond : une « forte tradition étatique » aurait permis l'accomplissement du génocide au Rwanda. Et celui-ci illustrerait en retour la puissance de l'Etat. Mais son étendue même ne cache-t-elle pas des rapports sociaux ? Quelles étaient les relations prévalant en son sein ? Et comment envisager, dans ce cadre de toute puissance de l'Etat, la contestation généralisée, la violence et les vexations auxquelles ses représentants durent faire face entre 1991 et 1994 ?

En considérant essentiellement la période précédant le génocide (1991-1994), nous souhaitons réexaminer ici l'historicité de la violence dans le pays et l'évolution des modes de mobilisation en fonction des rapports de clientèle prédominant dans les zones rurales. Les travaux récents relatifs à la participation des civils aux massacres n'ont pas vraiment abordé cet aspect de la société rurale rwandaise. Scott Straus¹³ explique le déroulement du génocide à l'échelon local par le poids de l'Etat, l'impact de la guerre et la prévalence de l'ethnicité. Il ne détaille pas l'établissement et les modalités du multipartisme dans les communes de son enquête. Jean-Paul Kimonyo¹⁴ intègre le début des années 1990 dans son étude et insiste sur la continuité idéologique du Parmehutu de 1959 et du MDR-Power ainsi que sur la frustration relative vécue par une majeure partie de la population. Fujii¹⁵ aborde le « pouvoir des liens locaux » et « la dynamique des groupes », sans toutefois analyser la nature et l'évolution des réciprocités à l'œuvre, ou le rôle de l'argent, ce « *lien de tous les liens*¹⁶ », dans la recomposition des relations de clientèle.

Notre hypothèse est celle d'une tension entre la constitution de classes sociales et l'exploitation de relations verticales de clientèle, nécessaires à la mobilisation des hommes dans le contexte de lutte pour le pouvoir ouvert par l'introduction du multipartisme en 1991. A ce titre, l'ethnisme sera considéré comme une variable dépendante de la compétition politique. Précisons d'emblée que la guerre déclenchée par le Front patriotique rwandais (FPR) en octobre 1990 ne sera pas directement abordée. D'abord parce que les communes de l'enquête de terrain étaient situées loin des sites de combat. Ensuite parce que nous allons voir que la brutalisation¹⁷ de la société rwandaise a moins dépendu de la guerre elle-même que du cadre prévu pour y mettre un terme lors des négociations d'Arusha menées entre 1991 et 1993.

Le sens des termes de clientèle et de classe n'est pas évident dans un pays dont les dernières institutions de patronage furent formellement abolies en 1954 et dont l'économie laisse mal entrevoir des modes de production différenciés.

¹² *Ibid.* ; FIDH et Human Rights Watch, *Aucun témoin ne doit survivre*, Paris, Karthala, 1999.

¹³ Scott Straus, *The Order of Genocide*, op. cit.

¹⁴ Jean-Paul Kimonyo, *Rwanda. Un génocide populaire*, Paris, Karthala, 2008.

¹⁵ Lee Ann Fujii, *Killing Neighbours. Webs of Violence in Rwanda*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2009.

¹⁶ Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Paris, Flammarion, 2008, p. 192.

¹⁷ George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.

Une relation de clientèle¹⁸ s'entend ici comme une relation d'échange, impliquant de manière informelle au moins, un patron et un client, c'est-à-dire deux rôles différents, reposant sur la distribution de ressources¹⁹ et parfois l'octroi d'une protection personnelle contre un ensemble de prestations hétéroclites²⁰. Si nous insisterons ici sur les activités politiques recouvertes par ces prestations²¹, elles sont loin de s'y limiter : c'est parce que leurs interactions avec leur patron étaient informelles et multiples que de nombreux paysans manifestaient leur fidélité politique, y compris pendant les travaux des champs²². Un échange évasif est au fondement de la relation ; sa nature et son terme ne sont pas spécifiés, puisque la réciprocité est différée dans le temps. Mais son principe est matériel : il s'agit, en somme, d'une politique de l'amitié plus que d'une économie de l'affection²³. Enfin, l'inégalité constitutive de la relation patron-client peut faire l'objet d'un retournement lorsque l'ordre des ressources est lui-même redéfini²⁴. Dans le cas qui nous intéresse, le renouvellement du cadre général de la compétition politique changea les relations de pouvoir au sein de la dyade, les clients devenant une ressource convoitée. Collectionner les patrons comme les cartes d'appartenance à des partis politiques devint ainsi possible, après presque vingt ans de concentration des relations de clientèle entre les mains de barons locaux sous un régime de parti unique.

L'existence de rapports de classes dans une économie dont les modes de production sont faiblement différenciés peut être sujette à caution. Catharine Newbury²⁵ voyait, à la source des distinctions de classes, non pas la propriété des moyens de production en soi, mais l'accès différencié au pouvoir selon des stratégies de distribution, d'allocation et d'accumulation. Six groupes sociaux différents sont reconnus dans le monde rural rwandais²⁶. Cinq d'entre eux sont distingués selon le contrôle exercé sur la terre et le bétail. Mais le sixième se détache de la définition de Newbury en ce qu'il introduit une différence considérable dans les sources de la richesse : le travail rémunéré en monnaie, salarié ou commerçant. Les trente ans qui séparent la « Révolution sociale » de 1959 du

¹⁸ Cette définition est largement reprise de celle de James C. Scott, "Patron-Client Politics and Political Change in Southeast Asia", in Steffen Schmidt, Laura Guasti, Carl Lande, James C. Scott (eds.), *Friends, Followers and Factions*, Berkeley, University of California Press, 1977, p. 124-125.

¹⁹ Vivres, objets, argent, bétail, terre, parfois emploi salarié...

²⁰ Travail de la terre, entretien du bétail, mais aussi visites et assistance en diverses activités de la vie quotidienne.

²¹ Affichage de signes distinctifs d'appartenance aux partis politiques, participation aux meetings, présence dans les cabarets, recrutement d'alliés et de nouveaux clients.

²² Essentiellement par le port d'emblèmes des partis politiques, comme les petits chapeaux (*ingofero*) à leurs couleurs.

²³ Goran Hyden, *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*, Berkeley, University of California Press, 1980.

²⁴ James C. Scott, "Patron-Client Politics and Political Change in Southeast Asia", *op. cit.*

²⁵ Catharine Newbury, *The Cohesion of Oppression. Clientship and Ethnicity in Rwanda, 1860-1960*, New York, Columbia University Press, 1988, p. 147.

²⁶ Ces catégories (*bakire, bakungu, bakene, bakene bifashije, batindi, batindi nyakujya*) désignent, dans l'ordre décroissant, à la fois la détention d'un patrimoine et l'inscription dans l'économie monétaire. Le mot *bakire* désigne les riches en monnaie, c'est-à-dire essentiellement les ménages de salariés et de commerçants totalement intégrés à l'économie monétaire. Voir James Gasana, *Rwanda : du Parti-Etat à l'Etat-Garnison*, Paris, L'Harmattan, Paris, 2002, et Bert Ingelaere, *Living the Transition, A Bottom-up Perspective on Rwanda's Political Transition*, Discussion Paper n°6, Institute of Development Policy and Management (IOB), University of Antwerp, 2007.

génocide ne suffisent pas à rendre compte du principal changement que les patrons et leurs hommes durent affronter : plus que la succession des ordres politiques ou les renversements successifs des élites au début des années 1960 et en 1973, c'est la diffusion de la monnaie, essentiellement par le salariat, qui progressivement a remis en cause non seulement l'étendue de leurs biens et pouvoirs, mais leur nature même, entraînant avec elle des conceptions particulières de la fortune, du destin et de la société. Apparue au Rwanda au premier tiers du siècle, sa diffusion a été progressive et le salariat n'a réellement commencé à se répandre dans les campagnes qu'à partir des années 1970²⁷.

Avant de développer notre argument, revenons brièvement sur la trajectoire historique des relations de clientèle au Rwanda. Parmi les nombreuses études décrivant le système politique du pays, deux auteurs ont insisté sur les rapports entre relations de clientèle et mode de mobilisation pour comprendre le déroulement de la Révolution sociale de 1959²⁸. Newbury²⁹ a montré comment la colonisation (1894-1961) permit au pouvoir royal Tutsi de concentrer le contrôle des modes de production (bétail, terres, hommes) en canalisant et systématisant les rapports de clientèle. Ce renforcement de la domination du pouvoir royal par la technologie coloniale (taxes, travail forcé) provoqua, parmi les populations soumises à ce processus, en majorité Hutu, l'apparition d'une conscience de groupe, précondition nécessaire à l'épisode révolutionnaire de 1959. Deux facteurs ont favorisé l'émergence de leaders politiques Hutu au cours des années 1950. D'une part, la timide diffusion du travail salarié, par lequel on pouvait échapper aux relations de clientèle, permit l'apparition d'une contre-élite Hutu³⁰. D'autre part, cette contre-élite bénéficia de modes d'organisation parallèles, tels que les réseaux de l'Eglise et les circuits commerciaux. Les conclusions de Newbury laissent pourtant en partie ouverte la question de la mobilisation de la paysannerie en 1959 : quels étaient les rapports entre cette contre-élite émergente et les paysans ? Un article de Lemarchand³¹ éclaire cet aspect de la Révolution sociale. L'auteur y remarque que les leaders Hutu ayant émergé dans les années 1950 ont entretenu des relations de clientèle de deux manières distinctes : dans le nord du pays, par l'intermédiaire d'un système de clientèle foncière, l'*ubukonde*, qui préexistait à la domination du royaume central sur la région établie grâce au soutien de la puissance coloniale au début du 20^e siècle ; dans le centre et le sud, par la construction d'un système alternatif de redistribution des ressources et bénéfiques (*amarembo*) en échange d'une mobilisation

²⁷ La masse monétaire en circulation dans le pays est multipliée par 21 entre 1966 et 1986. République Rwandaise, Banque Nationale du Rwanda, Rapport annuel, 1966-1986.

²⁸ Pour un rappel synthétique des principaux événements politiques intéressant le pays, voir Emmanuel Viret, « Chronologie du Rwanda (1867-1994) », Online Encyclopedia of Mass Violence, mars 2009 : <http://www.massviolence.org/IMG/pdf/Rwanda3.pdf>

²⁹ Catharine Newbury, *The Cohesion of Oppression, op. cit.*

³⁰ Voir aussi Filip Reytsjens, *Pouvoir et droit au Rwanda. Droit Public et évolution politique, 1916-1973*, Musée Royal de l'Afrique Centrale, Tervuren, Belgique, 1985, p. 224-232.

³¹ René Lemarchand, « Les relations de clientèle comme agent de contestation, le cas du Rwanda », *Civilisations*, vol. 18, n°4, 1968, p. 553-573.

politique, s'appuyant notamment sur les réseaux de la coopérative TRAFIPRO (cf. liste des acronymes)³². Les relations de clientèle, dupliquées dans les réseaux d'opposition à la monarchie, étaient ainsi devenues un « agent de contestation³³ ».

Instrument de construction de l'Etat et levier de mobilisation contestataire, les relations de clientèle semblent donc définir l'historicité du pouvoir au Rwanda. Nous allons envisager leur articulation avec des rapports de « classes naissantes » en fonction de l'évolution structurelle de l'économie du pays sous la deuxième République, mais aussi du changement considérable dans l'allocation des ressources provoqué par l'introduction du multipartisme en 1991.

L'examen de trois séquences successives permet de développer l'argument. La première concerne l'évolution des relations de clientèle dans le contexte de diffusion monétaire propre à la deuxième République. Nous allons voir que les élites salariées, à l'abri des contingences de l'économie agraire, ont adopté un comportement d'accumulation et de réinvestissement vers l'horizon urbain et la famille nucléaire. Ce changement de comportement a rendu les élites collectivement impopulaires³⁴, tandis qu'à la fin des années 1980, la gravité de la crise économique avait frappé les franges les plus fragiles du salariat, en même temps que la grande majorité des paysans, victimes d'une insécurité sociale chronique du fait de l'assèchement des canaux de redistribution³⁵.

La seconde est relative aux conséquences de l'introduction du multipartisme : nous allons voir comment le cadre politique proposé par la nouvelle constitution en 1991, puis les accords d'Arusha, ont conduit les partis politiques à se livrer un affrontement quasi généralisé pour le recrutement de militants, dont le nombre déterminait en dernier ressort l'accès au pouvoir. Après avoir décrit la création de répertoires violents, nous allons analyser l'apparition de nouveaux acteurs intermédiaires (*brokers*), et leur rôle au sein des mouvements de jeunesse que chaque parti d'envergure se mit à constituer. La multiplication des prétendants au pouvoir local, l'impopularité des élites, en même temps que l'insécurité due aux affrontements ont permis aux *brokers* de retisser des liens de clientèle pour les responsables locaux des partis politiques, mais aussi pour leur propre bénéfice.

³² Voir René Lemarchand, *Rwanda and Burundi*, Londres, Pall Mall Press, 1970, p. 251-254.

³³ Cette continuité des pratiques du pouvoir permit ultérieurement à René Lemarchand (*Rwanda and Burundi, op. cit.*) de caractériser la première République comme monarchie présidentielle (*presidential mwamiship*).

³⁴ Voir Danielle de Lame, *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête. Transformations et blocages du Rwanda rural*, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique centrale, 1996.

³⁵ Sur la situation de l'économie rwandaise à la fin des années 1980, voir aussi Fernand Bézy, « Rwanda 1962-1989, bilan socio-économique d'un régime », *Mondes en développement*, tome 18, n°69, 1990, p. 15-38 ; Jeff Maton, *Développement économique et social au Rwanda entre 1980 et 1993. Le dixième décile en face de l'apocalypse*, Université de Gand, Faculté des sciences économiques, 1994 ; Peter Uvin, *Aiding Violence, the Development Enterprise in Rwanda*, West Hartford, Kumaria Press, 1998. Pour des points de vue plus spécifiques sur l'économie rurale, voir Stephaan Marysse, Tom de Herdt, Elie Ndayambaje, *Rwanda. Appauvrissement et ajustement structurel*, Cahiers Africains n°12, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Danielle de Lame, *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête, op. cit.* ; François Migeotte, *Une colline rwandaise à travers ses pratiques d'élevage*, Annales n°160 Musée Royal de l'Afrique Centrale, Tervuren, 1997 ; André Catherine, Platteau Jean-Philippe, "Land Tenure Under Unbearable Stress: Rwanda caught in the malthusian trap", *Journal of Economic Behaviour & Organization*, vol. 34, n°1, 1998, p. 1-47.

La troisième concerne l'apparition de la coalition Power et la polarisation de la compétition politique autour de l'ethnicité entre 1992 et 1993. Nous soulignerons le rôle, dès 1992, d'entrepreneurs politiques, ainsi que la tentation de la part des élites locales de s'affranchir, par la surenchère ethniste, d'un mécontentement social se généralisant à leur encontre, marquant une reprise en main de la question politique devant des intermédiaires en voie d'autonomisation. Cette coalition ne s'imposa réellement qu'après l'assassinat du président de la deuxième République, Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994. Le génocide apparaît comme la fondation d'un ordre politique reposant sur un consensus des factions (c'est-à-dire des patrons), le zèle demandé aux *brokers* et l'exploitation des liens de clientèle que ces derniers avaient développés auprès des paysans.

Méthodologie

L'enquête au Rwanda a été menée à l'occasion de deux longs séjours effectués en 2005-2006 puis en 2008 (soit 19 mois au total). Elle a essentiellement concerné deux anciennes communes rurales du pays, Butaka et Nyabwigunge. L'essentiel du premier séjour a été dédié, outre au repérage et choix des communes, au dépouillement des archives locales et régionales³⁶, parfois nationales³⁷. Nous ne nous servons ici que des premières. Le second séjour a été en grande partie consacré à la réalisation d'entretiens (une centaine au total) dans les communes de l'enquête, à Kigali et dans quatre prisons du pays³⁸.

Nous sommes remontés aussi loin que nous avons pu dans les archives communales³⁹ c'est-à-dire au début des années 1960. Pour l'essentiel, celles-ci sont composées des rapports de tous ordres produits par la commune et du courrier du bureau communal qui mêle correspondance privée et officielle. Les archives ont livré, jusque dans leurs lacunes, la première version d'une histoire qu'il s'est ensuite agi d'étoffer, de compléter, parfois de désavouer. Elles sont la surface de cette histoire, une trame sans laquelle il aurait été impossible d'appréhender dans leur ensemble les récits individuels recueillis par les entretiens. La multiplication de ces archives tout au long de la deuxième République (1973-1994) reflète à elle seule l'augmentation des prérogatives de l'Etat, de ses droits, son « œil » partout installé⁴⁰. L'idéologie du développement s'y manifeste par la profusion de

³⁶ Il ne s'agit ici que des archives de l'ancienne préfecture de Gitarama, celles de Kigali Rural ayant été dispersées et, pour partie, mêlées à celles de la préfecture de Kigali.

³⁷ Archives Nationales du stade Amahoro, archives du Conseil National de Développement, archives de presse du centre IWACU.

³⁸ Prison centrale de Kigali, Prisons de Gitarama, Nsinda et Remera.

³⁹ Les archives ont été classées comme suit : initiale de la commune (B ou N), de la préfecture (PG), date (année, mois, jour), objet du document.

⁴⁰ Les responsables de cellule qui transmettaient toutes sortes d'informations au bureau communal étaient surnommés *Ijisho rya Muvoma* : l'oeil du MRND.

documents mêlant expertise et animation idéologique : un vade-mecum d'ingénierie sociale. Les rapports sont nombreux et divers, leur langue est très formalisée⁴¹. La deuxième République étant avide de chiffres, tout ce qui pouvait l'être s'y trouvait recensé : naissances, décès et leur cause, unions légitimes et illégitimes, têtes de bovins, postes de radio, entrées et sorties du territoire de la commune, production en tonnes des cultures industrielles et vivrières... Les archives ne reflètent pas seulement le discours de l'Etat. Elles comportent également toute la matière à partir de laquelle celui-ci est produit, en d'autres termes sa fabrique. Le matériau le plus riche, pour la période que nous allons aborder ici, est constitué des petits rapports, hebdomadaires ou quotidiens selon l'agitation des secteurs, rédigés à la hâte par les conseillers communaux pour le bourgmestre : comptes rendus de meetings des partis politiques, recension des faits divers, demandes de conseil sur les affaires en cours. Ces rapports informels sont inexistantes pour la période antérieure au multipartisme. Ils peuvent avoir été détruits, mais le plus probable est que la vie quotidienne d'alors ne les justifiait pas. Le conseil communal, hebdomadaire, suffisait. A partir de 1991 ces rapports nous renseignent sur l'évolution de la violence dans le monde rural et au-delà sur l'évolution des rapports sociaux : beaucoup plus que dans la production synthétique des communes, les conseillers renseignent, analysent et essaient d'expliquer chacun des faits dont ils rendent compte.

Les entretiens sont venus compléter et élargir les informations livrées par les archives. Pour un ensemble de raisons liées à l'énormité de l'événement, au processus Gacaca⁴² en cours et au caractère légèrement tatillon des autorités actuelles, ils pouvaient difficilement constituer la base première de l'enquête. Le matériau formé par les entretiens peut faire l'objet d'une rationalisation *ex post* mais est, en ce qui nous concerne, autant le produit des circonstances de leur déroulement que celui d'une ou plusieurs grilles d'analyse préconstruites. Chaque entretien a reflété des rapports de pouvoir sur lesquels nous n'avions pas de prise : univers carcéral⁴³, rapports de voisinage dans les communes⁴⁴, intrusion des officiels locaux, etc. Si tout travail de ce genre dépend d'informateurs privilégiés, deux aspects de l'enquête ont permis d'en limiter l'influence. Une partie des personnes rencontrées l'ont été parce que leur nom apparaissait dans les archives, ce qui ne donnait pas aux

⁴¹ Il serait ainsi possible d'envisager la technicisation de la langue par l'idéologie du développement sous la deuxième République à partir du modèle de Klemperer (*Lingua Tertii Imperii, la langue du III^e Reich*, Paris, Albin Michel, 1996 [1946]).

⁴² Progressivement installées depuis 2001, les juridictions Gacaca, inspirées d'une forme de justice restaurative précoloniale, doivent juger les « petits bras » du génocide.

⁴³ Certains prisonniers, accusés de génocide, n'avaient pas encore été jugés. A Nsinda, les prisonniers interviewés étaient systématiquement interrogés après nos entretiens. A Gitarama, les entretiens avaient lieu dans la salle qui d'ordinaire servait au recueil des aveux de Gacaca, ce qui poussait certains détenus à s'exprimer à très haute voix, afin de montrer aux gardiens et aux *capita* (chefs de blocs) situés à l'extérieur de la pièce que la version « négociée » primait aussi à notre égard. D'une manière générale, la conduite des entretiens dépendait aussi de la vie quotidienne de la prison : visites, travaux, menus trafics mais aussi rumeurs et échanges entre les prisonniers interrogés.

⁴⁴ A Nyabwigunge, l'endroit où nous logions, intégré à un ensemble pourvu de plusieurs entrées, permettait d'accueillir différentes personnes sans qu'elles aient à se croiser. Malgré cela, certaines personnes préférèrent faire plusieurs heures de moto-taxi ou de bus pour nous rencontrer à Gitarama. A Butaka en revanche, nous ne pouvions recevoir de visites. Les entretiens eurent lieu chez les personnes interviewées, parfois au milieu de leur famille nucléaire, ou dans des bâtiments abandonnés.

« portiers » (*gate keepers*) la maîtrise des rencontres. Par ailleurs, la longueur du terrain et le retour régulier dans les communes nous ont permis de nouer nous-même de plus en plus de contacts. Trois types d'entretiens ont été menés. Dans la mesure où nous voulions d'abord reconstituer des faits, éclairer les logiques de production de discours⁴⁵ n'était pas au cœur de nos priorités. Au-delà d'une base commune (généalogie, récit de vie), leur thématique comme leur déroulement a donc quelque peu différé :

- même s'ils ne sont pas comptabilisés dans le nombre total, les rapports avec des informateurs privilégiés – trois dans chaque commune – constituèrent chronologiquement la première base d'information de ce travail. Les questions posées ont couvert tout type de sujet. Les informateurs étaient tous masculins.
- une première série d'environ 70 entretiens fut consacrée à combler le silence partiel des archives, à corroborer les informations livrées par d'autres, et à obtenir des précisions concernant telle ou telle séquence de mobilisation pendant le multipartisme ou le génocide, la trajectoire et les relations de telle personnalité de la commune, les rapports de clientèle, l'histoire plus ancienne des lieux (période coloniale, famines...), ou encore l'évolution des prix pendant la période de pillage généralisé qui a caractérisé le génocide. Hommes et femmes furent interrogés, les hommes étant en majorité.
- un dernier ensemble, d'une trentaine d'entretiens, a permis d'aborder des questions transversales comme la répartition des rôles sexuels ou les différentes classes sociales. Ces entretiens se sont déroulés avec des représentants des deux sexes. Notons que la plupart d'entre eux ont eu lieu avec des femmes plus âgées (nées autour de 1940), qui abordaient plus facilement ces sujets et pouvaient ainsi leur donner une profondeur historique.

Présentation des deux communes observées

Butaka : une colonie intérieure

Située à l'est de Kigali, Butaka était l'une des plus vastes et des plus riches communes du Rwanda. Elle fut une création largement artificielle. Sa faible altitude, sa situation en plateau et pentes douces redescendant vers un lac et la route goudronnée qui la desservait dès le début des années 1970 la rendirent propice au développement des technologies de l'Etat. Son expansion reposa sur l'implantation d'un paysannat à partir de la fin des années 1950. Son faible peuplement sous le mandat belge en fit une zone prioritaire de colonisation intérieure à partir de la première

⁴⁵ Voir Liisa Malkki, *Purity and Exile: Violence, Memory and National Cosmology among Hutu refugees in Tanzania*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

République (1961-1973), essentiellement pour les populations venues du Nord, de Gisenyi et Ruhengeri. Relayé par le projet de développement Kigali-Est à partir des années 1980, ce paysannat, dont la société devait constituer une élite⁴⁶, donna à la commune un statut de laboratoire du développement du pays. Cette implantation avait entraîné une répartition ethnique du peuplement de Butaka, fait rarissime au Rwanda : elle poussa les populations Tutsi (13 450 personnes en 1992, pour 83 540 habitants en 1992⁴⁷), souvent installées au sud du pays, vers les secteurs nord de la commune, les collines devenant presque ethniquement homogènes. Les lieux furent confiés à partir de la fin des années 1960 à un bourgmestre originaire du nord du pays, Xavier Lizinde, qui, devenu proche du président Habyarimana, parvint à s'y maintenir jusqu'au début des années 1990. Pendant presque trente ans, Lizinde gouverna sa commune en proconsul, usant tant qu'il le pouvait des technologies de l'Etat : recrutement massif de policiers communaux, création et collecte des taxes, mise en place scrupuleuse des cultures obligatoires, zèle et dynamisme pour le développement. Butaka devint une vitrine du pays, visitée par des chefs d'Etat étrangers et des dirigeants d'organisation internationale. Au dessous de lui, le bourgmestre s'était assuré la docilité des élites salariées et commerçantes.

A la tête d'une commune dont la population avait plus que quadruplé en trente ans, il s'appuya largement sur des ressortissants du Nord installés dans le paysannat, qui composaient les deux tiers des employés communaux. Il s'assura de l'allégeance des commerçants en réduisant leur nombre, après avoir considérablement augmenté le montant de l'inscription au registre du commerce et les taxes afférentes. Construisant des écoles qu'il baptisait de son nom, il pouvait obtenir la mutation de n'importe quel enseignant, du simple fait de ses relations à Kigali. Car Xavier Lizinde était le plus éminent des bourgmestres du pays. En distribuant les terres bordant le lac Mugesera aux caciques du régime, il avait pu se rapprocher du cercle présidentiel, jusqu'à en devenir lui-même un habitué. Son ascension, bloquée par le peu de diplômes dont il disposait, fut à nouveau rendue possible par la mise en place du multipartisme. Sa proximité avec le Président de la République⁴⁸ et son ancrage local lui permirent de devenir député au parlement de transition⁴⁹. Les postes furent en réalité échangés avec son successeur à Butaka, Elias Musabimana, ancien député, qui lui devait son ascension. Aussi Lizinde garda-t-il, de Kigali, la mainmise sur son fief : en 1994, de nombreux paysans le croyaient encore bourgmestre. Pourtant, l'assise dont il disposait avait été régulièrement

⁴⁶ Victor Silvestre, « Différenciations socio-économiques dans une société à vocation égalitaire : Masaka dans le paysannat de l'Icyanya », *Cahiers d'Etudes Africaines*, vol. 14, n°53, 1974, p. 104-169.

⁴⁷ B19930511 : Rapport annuel 1992.

⁴⁸ Lizinde parrainait plusieurs des enfants d'Habyarimana. Il lui fournissait également des devins du Bumbogo (sa région d'origine), dont le Président de la République aimait s'entourer.

⁴⁹ L'Assemblée nationale de transition, dont les membres avaient été désignés par chacun des partis politiques participant au processus d'Arusha, aurait dû être installée le 5 janvier 1994.

contestée à partir de la mise en place du multipartisme. Dans les partis politiques d'opposition, les meneurs étaient souvent commerçants, fonctionnaires à Kigali, parfois enseignants.

Nyabwigunge : un hinterland insoumis

Située à l'extrémité nord-ouest de la préfecture de Gitarama, la commune de Nyabwigunge présentait des caractéristiques à peu près inverses de celle de Butaka : une vallée étroite orientée vers le sud, encadrée de deux remparts montueux, l'un descendant à l'ouest vers la rivière Nyabarongo, l'autre prolongé à l'est par le massif du Ndiza. Dépourvue de route goudronnée et d'infrastructures, reliée au monde par deux pistes étroites dont seule l'une était praticable toute l'année, Nyabwigunge illustre l'enclavement général du pays. C'est du moins la manière dont Ignace Semana, son bourgmestre de 1963 à 1992, la décrivait dans ses rapports à ses supérieurs. Comme Xavier Lizinde, Ignace Semana était resté en poste une trentaine d'années⁵⁰. Comme lui, il fut membre des deux partis uniques qui se succédèrent avec les deux Républiques. Mais contrairement à lui, il était originaire de sa commune. Son autochtonie, l'absence de relais à Kigali, ainsi que la disposition générale du territoire de Nyabwigunge (isolement, escarpement) l'ont conduit à mettre au point une stratégie différente pour se maintenir au pouvoir : ne pas user de la technologie de l'Etat, obtenir l'agrément des salariés plutôt que les soumettre, les diviser pour se poser en recours. Au début des années 1970, l'installation d'un projet de développement spécialisé dans l'adduction d'eau, sous la férule d'un prêtre belge, fut le principal vecteur de pénétration du salariat dans la commune. L'isolement limitant l'activité économique, les commerçants y étaient moins nombreux et moins puissants qu'à Butaka. Les enseignants en revanche constituèrent une opposition résiliente au bourgmestre, manifestant dès le milieu des années 1980 la volonté de s'en défaire dans des lettres envoyées au Président de la République. Insuffisamment proche des ministres pour obtenir leur mutation, lui-même enseignant à l'origine, Semana tâcha de contrôler cette coterie en nommant des membres de sa famille à des postes de direction d'école et en mariant ses enfants à des enseignants. Malgré sa situation, Nyabwigunge fait partie du sud du pays. La boucle formée par la rivière Nyabarongo la sépare du nord. Il ne s'agit pas là d'un détail dans la mesure où l'appartenance régionale a été déterminante dans l'exercice du pouvoir sous les deux Républiques. La région du Ndiza, qui englobe Nyabwigunge, est considérée comme le bastion historique du Mouvement démocratique républicain (MDR), ancien parti unique de fait sous la première République (1961-1973), ressuscité sous le multipartisme. C'est d'ici que la Révolution sociale de 1959 était partie. C'est ici qu'au début des années 1990, le répertoire du *kubohozo*, c'est-à-dire la constitution de bandes et la mobilisation contre tous les signes et membres du MRND connut ses développements les plus

⁵⁰ Cette situation, rare au Rwanda, a constitué pour l'enquête un hasard relativement fécond, dans la mesure où elle a permis d'étudier les stratégies de long terme élaborées par les deux hommes pour se maintenir au pouvoir.

violents. *Kubohozo*, à cette époque, ne visait pas particulièrement la population Tutsi de la commune (980 personnes, sur 42 350 habitants⁵¹). Recrutant parmi les salariés de la commune, les enseignants au premier rang d'entre eux, le MDR rénové obtint la chute du bourgmestre, qui en 1992 dut fuir la commune sous les jets de pierres et les clameurs. Mais les rivalités internes au MDR l'empêchèrent de s'accorder sur son successeur, finalement choisi au sein du MRND, mais considéré comme un modéré : Jean-Paul Nabahire.

I. DE NOUVEAUX HORIZONS : LES ELITES RURALES SOUS LA DEUXIEME REPUBLIQUE (1973-1991)

Rien d'étonnant, en somme, à ce que dans les deux communes, ainsi que plus largement dans l'ensemble du pays, les salariés (fonctionnaires communaux, enseignants, ou employés de projets de développement) et les commerçants fussent les meneurs du multipartisme local : la deuxième République les avait choyés. Toutefois la monétisation du monde rural avait bouleversé l'agencement des ressources contrôlées par les patrons. La terre et le bétail étaient les signes de la réussite, non plus son origine. L'argent, c'est-à-dire concrètement une position de salarié ou de commerçant, s'était superposé aux voies de la fortune. Il avait remplacé les forces vitales⁵² dont la circulation sous-tendait les représentations collectives et recouvert les flux qui, dans le territoire conçu du Rwanda⁵³, véhiculaient la vie même : la pluie, le lait, la bière, le miel... Seulement, l'argent n'était plus contenu à l'intérieur du pays : ses origines étaient multiples, comme le devenaient également ceux qui le collectaient, le captaient et le redistribuaient. Les circuits qu'il empruntait ne manifestaient plus l'unité du pays, mais au contraire son éclatement en une multiplicité de références qui l'excédaient largement.

I.1. Le réordonnement des ressources

La monnaie était certes ancienne et connue. Sa diffusion dans les campagnes avait été progressivement assurée à partir de 1917 par l'impôt⁵⁴, l'essor du salariat autour des missions et la

⁵¹ N19860528 : Monographie communale 1985.

⁵² Danielle de Lame, *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête*, op. cit., p. 163 ; Christopher C. Taylor, *Milk Honey and Money. Changing concepts in Rwandan healing*, Washington et Londres, Smithsonian Institution Press, 1992, p. 9-13.

⁵³ Le mot Rwanda désigne un espace de référence, qui peut aussi bien désigner la colline ou le terroir que le pays entier.

⁵⁴ *Historique et Chronologie du Ruanda*, ministère des Colonies, Belgique, 1954, p. 22.

création de marchés régionaux. Dans la commune de Bwakira, étudiée par de Lame⁵⁵ au crépuscule de la deuxième République, le numéraire imprégnait la vie quotidienne des paysans, à la fois comme moyen de paiement, comme étalon de valeur, mais aussi comme mode de classement des hommes. L'afflux de monnaie dans les campagnes, provoqué par l'extension de la bureaucratie, des projets de développement, du salariat et du commerce avait eu un profond impact sur le comportement économique des élites, c'est-à-dire en définitive sur le jugement qu'elles avaient de la valeur de la vie de chacun. Surtout, dans une économie rurale où les dons assuraient une bonne part de l'allocation des ressources, la monétisation avait progressivement modifié le comportement des élites locales salariées, devenu manifeste lorsque les chocs exogènes frappèrent le pays⁵⁶. A la fin des années 1980, celles-ci montraient ainsi plus d'intérêt pour l'accumulation monétaire et l'investissement (achat de véhicules, scolarisation longue des enfants, participation à des entreprises commerciales, voire achat de parcelles à Gitarama ou Kigali) que pour la redistribution vers les terroirs. Cette évolution ne fut ni unanime ni continue, manifestant plus souvent une hybridation des comportements entre deux pôles de références : celui d'une redistribution classique centrée sur le terroir par l'organisation de fêtes, le paiement d'emplois journaliers, du Minerval⁵⁷ d'enfants de familles voisines, de menus dons de tous ordres, et celui orienté vers l'extérieur, vers la ville ou du moins ses références cosmopolites, s'appuyant sur l'accumulation locale pour investir vers le centre. Les manifestations liées à ces deux pôles, à ces deux références antagoniques, ne se retrouvaient pas seulement dans les pratiques de redistribution, mais aussi dans l'organisation de l'espace (les larges pistes des salariés et les sentiers sinueux des paysans) et du temps (l'emploi du temps des salariés et le temps changeant des saisons culturelles). Entre les deux toutefois, les pratiques et référents hybrides persistaient, empruntant à l'un comme à l'autre : dans les ménages de salariés subsistait la répartition sexuelle des rôles qui prévalait dans les familles paysannes, les dons étaient encore courants chez les moins riches des salariés ou les plus petits commerçants et enfin, chez les patrons (les plus puissantes figures parmi les élites), la mise en valeur ostentatoire des signes plus traditionnels de richesse voulait marquer l'attachement au terroir et, plus largement, l'inscription dans un ordre régional prépondérant à Kigali. Le comportement économique des salariés devenait un marqueur identitaire : à la fin des années 1980, *bakire* était devenu une insulte, tandis que ceux qui redistribuaient leurs avoirs étaient comparés aux anciens chefs.

⁵⁵ Danielle de Lame, *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête*, *op. cit.*

⁵⁶ Entre autres l'effondrement des cours du café, les mauvaises récoltes de 1987-1988, la mise en place du Plan d'ajustement structurel, dont les plus importantes recommandations furent les dévaluations de novembre 1990 et juin 1992.

⁵⁷ Frais de scolarité.

I.2. Sociologie des élites rurales

Tel que défini par Boissevain, le patronage désigne le contrôle des « ressources de premier ordre⁵⁸ ». Sous la deuxième République, les patrons furent ainsi ceux qui contrôlaient la monnaie à sa source : conseillers communaux, fonctionnaires techniques, policiers, enseignants, commerçants. Toutefois, le nombre de ces derniers et leur répartition sur le territoire des communes leur permirent de former des coteries qui, dans chacun des sites de l'enquête, portèrent la contestation sous le multipartisme. Nous allons brièvement détailler à la fois ce que furent les relations de ces élites avec les bourgmestres et leur ascendant sur la population.

Le décret-loi du 6 juin 1975 autorisant les fonctionnaires à investir dans des activités commerciales avait aboli dans les faits les différences formelles de fortune, lesquelles devaient de toute façon se manifester dans les domaines politique, économique et social. Leurs origines toutefois restaient distinctes et avec elles, le type d'influence qui leur était consubstantiel. Parmi les fonctionnaires techniques, quatre postes se distinguaient de par l'accès à la population qu'ils pouvaient offrir et du fait que leur titulaire accompagnait systématiquement les bourgmestres dans leurs tournées locales, la plupart du temps à la saison sèche. L'inspecteur scolaire était souvent lié au bourgmestre. Il n'était pas son adjoint mais, du fait de son contact aisé avec les parents d'élèves, apparaissait comme une ressource tribunicienne de son pouvoir personnel, parfois son héritier potentiel. De fait, les inspecteurs scolaires occupaient souvent d'importantes fonctions au sein du MRND. Ils échappaient de plus à l'autorité formelle des bourgmestres puisque leur circonscription s'étendait sur le territoire de plusieurs communes. Cette position pouvant représenter un danger⁵⁹, ceux-ci tâchaient de se lier les hommes à ce poste ou d'y placer l'un des leurs. L'agronome communal, le vétérinaire et le titulaire du centre de santé disposaient également d'un accès privilégié à la population. Les agronomes, qui côtoyaient les paysans pour leur transmettre les consignes de l'Etat en matière agricole, s'appuyaient sur ceux qu'ils jugeaient les plus éclairés et qui acceptaient les cultures obligatoires. Ils désignaient parmi eux, une fois l'an, les « paysans modèles » (jamais plus de deux par cellule), recevant des intrants agricoles (une brouette, parfois une vache) en échange de leur zèle à appliquer les consignes. Cette position n'était pas sans ambiguïtés : les agronomes devaient faire respecter les décisions de l'Etat par les paysans et certaines, comme les cultures obligatoires, étaient impopulaires, particulièrement après l'effondrement des cours du café à partir de 1987. Dans les moments de troubles et de contestation du pouvoir central, en 1973

⁵⁸ Jeremy Boissevain, *Friends of Friends. Networks, Manipulators and Coalitions*, Oxford, Basil Blackwell, 1974, p. 147-148.

⁵⁹ "The degree of dependency also affected durability. The nearer a client was to his patron in rank and power the less likely the relationship was to be durable...", Sharon Kettering, *Patrons, Brokers, and Clients in Seventeenth-Century France*, New York, Oxford University Press, 1986, p. 30.

et sous le multipartisme, les paysans avaient ainsi arraché les plants de café dans les deux communes. Un autre type de respect entourait l'assistant médical qui avait le pouvoir de guérir les gens et accédait, au-delà des malades et des jeunes parents, à leurs familles et aux voisins qui avaient servi de brancardiers.

L'influence des policiers communaux était bien moindre que celle de l'inspecteur scolaire, de l'agronome ou de l'infirmier. Ils dépendaient matériellement du bourgmestre, leurs salaires étaient trop faibles pour leur permettre de s'émanciper réellement en se constituant une large clientèle. Ils étaient craints parce qu'ils accompagnaient les percepteurs lors de la levée des impôts et qu'ils étaient armés. La population les tenait dans l'ensemble en piètre estime : leur matraque, qu'ils gardaient en dehors des heures de service, rappelait la chicotte coloniale. Parce qu'ils étaient payés par la commune, ils pouvaient apparaître comme les nervis des bourgmestres, leurs hommes de main. Mais derrière le service de l'Etat, ils négociaient régulièrement leur allégeance.

A Nyabwigunge, le bourgmestre s'était associé sans difficulté à plusieurs d'entre eux, originaires de la commune. Ils étaient tacitement liés à lui parce que, depuis 1979, les communes ne pouvaient recruter que d'anciens militaires, souvent originaires du Nord, et que Nyabwigunge était assimilée au Sud par ses voisins. Aussi se méfiait-il des policiers communaux, préférant réduire leur nombre⁶⁰ plutôt que de s'exposer à leurs demandes et à leurs relations. Ceux dont il était proche, enfants du pays passés par l'armée, disposaient auprès de lui d'une rente presque assurée : il compensait leurs salaires restés faibles par des facilités de service et leur accordait des prêts sous le multipartisme, alors que la commune n'était officiellement plus solvable. Son successeur, à partir de 1992, décida de changer d'attitude, ce qui lui coûta plusieurs démissions et une nonchalance aggravée au service, alors même que, nous allons le voir, la violence liée au multipartisme battait son plein dans la commune : les enquêtes traînaient, les prisonniers s'évadaient, l'argent des taxes n'atteignait plus les caisses, les policiers allongeaient leurs heures de cabarets.

A Butaka, Lizinde s'était considérablement appuyé sur la police. Le recrutement d'anciens militaires du Nord y était la seule règle. Ses troupes avaient régulièrement augmenté tout au long des années 1980. Toutefois, le bourgmestre leur imposait une rotation sévère, renvoyant presque chaque année trois ou quatre d'entre eux, qu'il accusait d'ivrognerie, de laxisme ou de détournements. Lizinde sanctionnait toujours de renvoi la moindre expression de défiance⁶¹. Il obtenait facilement de Kigali du matériel supplémentaire⁶². Enfin, à partir de 1992, la formation des

⁶⁰ Ils passèrent de onze en 1986 (N19860528 : Monographie communale 1985) à six en 1991 (N19911015 : Rapport administratif).

⁶¹ En 1989, le policier le plus ancien à son poste avait dix ans de métier. Les renvois étaient fréquents (BND1982 : Rapport annuel 1982 ; B19900501 : Rapport du quatrième trimestre 1989 ; BND 1993 : Rapport annuel 1993).

⁶² B19920702 : demande de matériel d'équipement pour les policiers communaux : 36 paires de bottines, 18 imperméables, vestes, ceinturons, 18 matraques, 10 paires de menottes, 5 fusils, en complément des 13 dont dispose déjà la commune, 3

milices lui laissa la possibilité de choisir des hommes parmi les anciens militaires, aspirants policiers, mais aussi parmi ceux dont il avait lui-même décidé de la retraite : il disposait ainsi d'une réserve⁶³. Ces efforts ne le préservèrent pas d'une contestation muette sous le multipartisme, jusque dans ses rangs : sur les 18 policiers de la commune, dix mirent en œuvre une vaste entreprise de détournement des taxes⁶⁴.

Au-delà des fonctionnaires communaux et des policiers, nous distinguons deux coterie élitaires ayant accès à la monnaie : les enseignants et les commerçants. Une coterie désigne une organisation encore relativement informelle regroupant des segments de population selon leur activité professionnelle, développant des normes, discours et représentations propres, régulée par une hiérarchie interne et dont l'appartenance est soumise à un droit d'entrée, ne serait-ce que la possession d'un diplôme ou l'inscription au registre des commerçants⁶⁵. Les deux activités cumulaient un droit d'entrée élevé et des effectifs denses : les commerçants et les enseignants parvinrent à restreindre en leur sein les prétentions individuelles pour faire entendre des revendications, des opinions, des discours communs, là où les employés de l'administration communale étaient trop peu nombreux et trop dépendants des bourgmestres pour espérer s'en démarquer.

Les commerçants n'eurent pas la même importance dans les deux communes. Prospères à Butaka, où les patrons ouvraient des cabarets dans les centres et parfois le long de la route goudronnée, d'où partaient vers Kigali des véhicules chargés de vivres et dont les paysans des communes environnantes fréquentaient les marchés, ils étaient à Nyabwigunge réduits à peu de choses. Les bourgmestres, qui fixaient eux-mêmes les taxes locales pouvaient ainsi définir la densité et l'organisation du commerce de leur commune. En élevant continuellement les taxes, en obligeant tous les commerçants à s'inscrire au registre, Lizinde façonna un commerce à sa main⁶⁶. Lui-même possédait plusieurs cabarets et un commerce de pommes de terre. Semana, qui considérait au contraire que l'isolement de Nyabwigunge était un frein aux transactions, ne soumettait pas l'activité à l'inscription au registre, maintenait des taxes faibles sur les boutiques et encourageait jusqu'au

pistolets... L'année suivante, l'armement de la commune « est composé de 13 fusils FSA, un fusil BRENN, un fusil FM et dix Kalachnikov » (BND1993 : Rapport annuel 1993).

⁶³ B19921007 : Situation des réservistes et des renvoyés. Le courrier détaille la situation de 62 réservistes, tous ayant achevé ou résilié leur contrat avec l'armée. Le bourgmestre recrutait parfois parmi eux pour des missions ponctuelles, comme par exemple la garde de l'usine de traitement d'eau de Karengé (B19920511 : Réservistes recrutés).

⁶⁴ B19930511 : Rapport annuel 1992.

⁶⁵ L'emploi que nous en ferons s'écarte quelque peu de la définition canonique de Howard S. Becker (*Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985, p. 129) : de par sa densité et ses normes propres qui ne sont pas toujours édictées par ses membres, une coterie se distingue d'une clique en ce qu'elle dépasse le patronage local et tend vers la formalisation de son activité. Plus qu'un principe hiérarchique ou une affiliation quelconque, ce qui réunit ses membres est une activité commune en tant que telle, l'accès à une ressource et une légitimité propres.

⁶⁶ B19780406 : Rapport annuel 1977 : « cabaret : 200 francs ; magasins : 250 » ; B19820727 : Rapport annuel 1981 : « cabaret : 350, magasin : 350 avec registre de commerce, 700 sans registre » ; B19830520 : Rapport annuel 1982 : « cabaret : 4 500, magasin : 4 500 avec registre, et 9 500 sans registre ; B19860526 : Rapport annuel 1985 : « cabarets : 6 000 francs, magasins 6 000 et 7 000 : ceux qui n'ont pas de registre de commerce payent le double.

commerce ambulant⁶⁷. A la fin des années 1970, une poignée d'entrepreneurs d'envergure avaient tenté leur chance à Nyabwigunge. Seul l'un d'entre eux était parvenu à se maintenir. L'isolement de la commune, l'effondrement des cours du café, parfois l'ivresse de la fortune avaient eu raison des autres. Aussi les commerçants de Nyabwigunge, que leur banqueroute avait discrédités, n'y jouèrent pas de rôle majeur lorsque fut introduit le multipartisme. A Butaka, en revanche, les commerçants furent de puissants protagonistes de l'idéologie du développement comme des soubresauts du multipartisme. En dépit d'une profusion d'infrastructures, le nombre de commerçants inscrits au registre, certes quatre fois plus élevé qu'à Nyabwigunge, s'affaissa à partir du milieu des années 1980⁶⁸ lorsque Xavier Lizinde en augmenta considérablement les taxes, puis resta stable jusqu'au génocide. Dès son apparition en 1991, le MRND de Butaka s'inquiéta de la fonte de ses effectifs chez les commerçants : au quartier Matheus de Kigali, où les gros commerçants allaient livrer leurs denrées, les propos du MDR étaient largement relayés⁶⁹.

A la même époque, les instituteurs et professeurs portaient la contestation à Nyabwigunge. Le métier d'enseignant, prestigieux sous la première République (Grégoire Kayibanda, Président de la République entre 1961 et 1973, avait été instituteur) avait considérablement perdu de son aura : les salaires stagnaient et les programmes valorisaient un enseignement technique, dispensé par des non qualifiés. L'appartenance élitaires s'était ainsi dissoute dans le nombre : l'augmentation des effectifs et leur ouverture aux Tutsi dans le contexte des sévères quotas imposés par le centre avaient parfois été difficilement vécues par des « intellectuels⁷⁰ » hutu d'autant plus attachés à leur titre que celui-ci portait de stigmates du déclassement. Leur nombre avait réduit leurs prétentions individuelles, pas leur capacité à agir de concert. C'est en ce sens qu'ils formaient une coterie, soudée par une condition spécifique, fût-elle grisée par la fortune ou réduite à l'affaissement. Les éléments constitutifs de cette condition allaient bien au-delà de la paye commune ou de l'activité même d'enseigner ; à Nyabwigunge, le mythe de la Révolution sociale et la nostalgie de ce qu'elle avait

⁶⁷ N19910301 : Rapport annuel 1990 : « Cabaret : 3 000, petit magasin : 5 000, parcelle commerciale : 2 000, restaurant : 3 000 ». N19920414 : Rapport annuel 1991 : « cabaret : 3 000, petit magasin : 5 000, restaurant : 3 000, commerce ambulant : 1003 ».

⁶⁸ Sous la deuxième République, la routinisation des rapports communaux fut relative. D'une année l'autre, les mêmes chiffres pouvaient être repris, subir des variations déroutantes ou tout aussi bien ne même pas figurer au titre des enquêtes annuelles. Outre l'évolution économique générale du pays et l'affirmation du pouvoir communal multipliant les contrôles, ces variations reflètent également les mauvaises récoltes (entraînant la démonétisation partielle des échanges locaux) ou simplement les fraudes des policiers et percepteurs communaux. Il y eut 181 inscrits au registre de la commune en 1977 (B19780803 : Monographie de la commune de Butaka 1977), 237 en 1979 (B19800401 : Rapport annuel 1979), 145 en 1982 (B19830520 : Rapport annuel 1982), 417 en 1985 (B19860526 : Rapport annuel 1985), puis 134 en 1990 (B19901130 : Monographie de la commune Butaka 1990), avant que les effectifs ne remontent à leur niveau initial en 1992 (B19930810 : Indicateurs socio-économiques 1992). Pour les mêmes raisons, il est difficile d'interpréter la croissance du nombre de cabarets, deux fois supérieure à celle de la population entre 1974 et 1992 (B19741213 : liste des cabarets, et BND1992 : recensement des cabarets).

⁶⁹ B19911010 : Compte rendu de réunion des coordinateurs du MRND par cellules et secteurs.

⁷⁰ Sur le rôle de figures intellectuelles comme « tremplins » vers la violence identitaire, voir Jacques Sémelin, *Purifier et détruire. Usages politiques et imaginaire du massacre*, Paris, Seuil, 2005, p. 77-86.

représenté d'émancipateur avaient eu un réel écho sur ses instituteurs. Le pays ne les aimait plus⁷¹, mais leur influence sur les paysans – de par les contacts quotidiens qu'ils avaient avec leurs enfants, leur ancien prestige et leur présence au cabaret – n'était pas vraiment érodée⁷². L'ancienneté, le mérite et la volonté de pouvoir distinguaient parmi les enseignants ceux qui pouvaient se vanter d'être des « intellectuels ». Lors des échanges informels liés à l'enquête, il ne fut pas rare d'entendre chez certains de ces intellectuels un discours tribunicien sur la masse fantasmée des paysans, méprisée pour sa brutalité mais révérée pour sa force.

II. LE GRAND RETOURNEMENT : L'EXPERIENCE DU MULTIPARTISME (1991-1994)

L'annonce d'un « aggiornamento politique » le 5 juillet 1990, puis l'installation du multipartisme un an plus tard par l'adoption d'une nouvelle Constitution bouleversèrent l'accès aux ressources et leur redistribution, en les soumettant à la compétition politique. Quelles en furent les conséquences sur les relations de clientèle locales ? Nous allons d'abord voir comment le cadre prévu par la Constitution de 1991, puis les Accords d'Arusha, provoquèrent l'affrontement des partis politiques en éloignant la perspective des élections. Nous analyserons ainsi l'apparition de nouveaux répertoires d'actions violentes visant, par la constitution de bandes, à se défaire des anciens liens de clientèle et à en nouer de nouveaux. Enfin, nous détaillerons le rôle et les ressources des *brokers* dans la constitution de ces répertoires et dans le recours de plus en plus systématique des partis politiques à la violence entre 1991 et 1994.

II.1. Cadre et répertoires

La Constitution adoptée le 30 mai 1991 consacrait l'ouverture de la deuxième République au multipartisme (article 7) et prévoyait en 1993 l'organisation d'élections législatives et présidentielles⁷³. Formellement, le Président de la République eut un premier geste d'ouverture, certes très limité, en accordant un siège au Parti démocrate chrétien (PDC) lors du remaniement de

⁷¹ « Les enseignants étaient devenus de simples fonctionnaires alors qu'avant c'était une vocation, quelque chose de prestigieux, les enfants leur amenaient des œufs ». Entretien avec Eugène Nsengimana, Paris, 8 mai 2007.

⁷² N19930914 : Lettre des parents d'élèves du secteur Ngaru. Les habitants du secteur s'opposent par pétition à la mutation de deux instituteurs. Aucune femme parmi les 36 signataires.

⁷³ Dans cette optique le MRND avait fait appel à un consultant en communication pour préparer la campagne « Habyarimana 1993 », sur le modèle du travail effectué par Jacques Séguéla. Jean-Marie Vianney Muhuri, *Avec le président, la force vive pour s'en sortir, Présidentielles 93, Stratégies globales*, Conseil National de Développement, non daté.

décembre 1991. Toutefois, sous la pression d'une « plateforme de concertation » réunie par les principaux partis politiques d'opposition créés l'été précédent (MDR, Parti libéral-PL, Parti social démocrate-PSD, Parti socialiste rwandais-PSR), Habyarimana ouvrit l'exercice du pouvoir aux partis politiques, en confiant la direction d'un gouvernement à Dismas Nsengiyaremye (MDR) le 16 avril 1992 : le MRND conservait 10 sièges, 4 étaient attribués au MDR, 3 au PSD, 3 au PL et 1 au PDC. Négociée au cours des mois précédents, la participation des partis au gouvernement se fit sur la base de leur poids en hommes et de leur répartition dans l'ensemble du pays : elle reposait en fait sur leur capacité de mobilisation. Le gouvernement d'Agathe Uwilingiyimana, constitué le 18 juillet 1993, fut formé selon le même partage. Parallèlement, les pourparlers de paix d'Arusha entamés au mois de juillet 1992 soumettaient l'organisation des élections au processus de négociation. Signés en août 1993, ces Accords instituèrent un gouvernement pour une période de transition à l'issue de laquelle des élections devaient être organisées. On le voit, la perspective des élections, qui auraient dû sanctionner l'activité des partis politiques, fut sans cesse repoussée. Localement, aucune élection ne fut organisée. Les présélections de bourgmestres et de préfets en mars et octobre 1993 s'appuyèrent sur la consultation des notables des communes⁷⁴. Les nominations de bourgmestres, qui n'étaient plus du seul ressort du Président de la République, faisaient l'objet d'âpres négociations au Conseil de Gouvernement. La soumission du cadre institutionnel à des instances supérieures eut deux conséquences majeures : elle donna le pouvoir aux partis politiques, puisque ceux-ci pouvaient exiger (et obtenir) de participer au gouvernement en dehors de tout cadre de référence, et fit par là même de l'activité politique le prolongement de la guerre⁷⁵.

Dans ce contexte, les partis politiques cherchèrent à recruter le plus grand nombre d'adhérents, puisque leur participation à un gouvernement dépendait du nombre d'hommes qu'ils pouvaient mobiliser. Pour les principaux partis d'opposition (c'est-à-dire le MDR mais aussi le PSD et le PL), il s'agissait donc de prendre des adhérents au MRND, ancien parti unique qui disposait encore au début du multipartisme du bénéfice de son hégémonie passée. Confronté à cette concurrence, le MRND cherchait de son côté à maintenir son emprise sur ses hommes. Les partis d'opposition (le MDR d'abord, puis les autres partis) développèrent donc un répertoire d'action⁷⁶ visant à mobiliser leurs militants : *kubohozo*. Parallèlement, le MRND mit en place son propre répertoire parfois appelé *assaut*. Les deux étaient distincts en ce qu'ils ne furent pas utilisés par les mêmes partis, ni avec les mêmes moyens, le MRND disposant toujours de la technologie de l'Etat, voire de l'assistance

⁷⁴ Membres des Conseils communaux de développement, représentants des partis politiques et des Eglises.

⁷⁵ Sur le processus d'Arusha, voir Bruce D. Jones, *Peacemaking in Rwanda. The Dynamics of Failure*, Boulder et Londres, Lynne Rienner Publishers, 2001.

⁷⁶ Un répertoire d'action étant entendu comme « moyen d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés », Charles Tilly, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, p. 541.

ponctuelle de l'armée ou de la gendarmerie. Ils se construisirent toutefois l'un en relation à l'autre⁷⁷, se définirent en fonction des mêmes objets et en utilisant les mêmes méthodes : contrôle symbolique des lieux publics (par les drapeaux des partis hissés sur les écoles ou les bâtiments communaux⁷⁸), contrôle de la circulation des personnes (mise en place de barrages et contrôle des cartes des partis politiques), accès aux ressources foncières (terres et boisements communaux), usage de la violence physique.

Le mot *kubohoza* a parfois été traduit par l'acte de « libérer », teinté d'ironie – les partis d'opposition cherchant à « libérer » les adhérents du MRND⁷⁹ – mais son sens littéral en éclaire plus l'intention et la pratique. *Kubohoza* désignait l'acte de défaire une botte d'herbe sèche ou de papyrus⁸⁰, en ôtant le lacet qui en maintenait ensemble les tiges. Au sens large, il s'agissait de se défaire des attaches anciennes. Dans le contexte de course au recrutement ouvert par la compétition politique, *kubohoza* traduisait d'abord le fait de rompre les liens que le MRND et ses cadres avaient noués avec la population. Concrètement, il s'est agi de menacer les cadres locaux du MRND, qui occupaient encore l'intégralité des postes de l'administration territoriale, de les humilier publiquement, de détruire les symboles du Mouvement (vêtements, drapeaux sur les bâtiments publics) et de les remplacer par ceux des partis d'opposition. Au-delà, les actions de *kubohoza* visaient également l'Etat dans son ensemble, assimilé au MRND, et cherchaient à obtenir une participation massive des paysans : refus de payer les taxes (considérées comme des cotisations pour l'ex-parti unique), coupes dans les boisements communaux, arrachage des cultures obligatoires, redistribution des terres communales aux paysans des environs sous l'égide des responsables des partis d'opposition, barricades posées sur les routes pour empêcher la circulation des responsables communaux ou contrôler les cartes d'appartenance aux partis. Les actions avaient souvent lieu dans la foulée des meetings qui furent massivement organisés à partir de la grande saison sèche de 1991 par les partis politiques d'opposition⁸¹.

Localement, encore plus que nationalement, les partis politiques ne se constituèrent pas en tant que contre-pouvoir dans le cadre du multipartisme : ils visaient eux aussi l'hégémonie. Leurs structures locales étaient constituées sur le même modèle que celles du Parti-Etat, qu'elles dupliquaient. Si, contrairement à ce qui a pu être dit, le répertoire du *kubohoza* n'a pas été inventé à

⁷⁷ Voir Anton Blok, « Les cavaliers du Bouc : brigandage et répression en Basse Meuse (1730-1778) », *Cultures & Conflits*, n°24-25, 1997, p. 12.

⁷⁸ B19930511 : Rapport annuel 1992 ; Entretien avec Jérôme Harelimana, Gitarama, 4 novembre 2006.

⁷⁹ FIDH et Human Right Watch, *op. cit.*, p. 69-75. Cette interprétation lie le mot aux noms que s'était donné le mouvement de jeunesse du PSD, « les libérateurs » (*abakombozi*). Voir aussi Jean-Paul Kimonyo, *Rwanda. Un génocide populaire, op. cit.*, p. 127.

⁸⁰ Délier, défaire ce qui était tressé. Cf. Irénée Jacob, *Dictionnaire Rwandais-Français*, 3 volumes, Kigali, Imprimerie scolaire, 1984.

⁸¹ Les premiers comptes-rendus de meetings des partis d'opposition à Nyabwigunge sont datés de septembre 1991. A Butaka, le rapport annuel de 1991 indique les premiers meetings du MDR au mois d'octobre (BND1992 : Rapport annuel 1991).

Nyabwigunge, les actions menées presque exclusivement par le MDR (les autres partis d'opposition n'étant presque pas représentés dans la commune) y furent particulièrement violentes. Dès septembre 1991, les paysans se servaient dans les bois communaux, chassaient des marchés les percepteurs de taxes ; le bourgmestre se plaignait des agissements du MDR dans une lettre adressée au Préfet⁸². Les meetings du principal parti d'opposition se multiplièrent dans les mois qui suivirent. En février 1992, les actes de rébellion visèrent directement le bourgmestre, Ignace Semana. Celui-ci dut fuir la commune. Mais son remplacement par une personnalité considérée comme modérée quoique membre du MRND et formellement acceptée à ce titre par le MDR, ne ramena pas le calme dans la commune. En mai, une visite du ministre de la Jeunesse fut accueillie par des jets de pierre⁸³, les paysans continuaient à abattre les arbres et à occuper les terres de la commune. Les lignes téléphoniques furent sabotées ; les rapports des conseillers de secteur étaient de plus en plus alarmants⁸⁴. Ceci dit, cette agitation n'était pas propre à Nyabwigunge. Un rapport de la préfecture de Gitarama signale qu'elle se fit sentir au même moment dans les communes environnantes⁸⁵. Dans toute la préfecture, les affrontements mettaient aux prises les militants du MRND et ceux du MDR, blessant de nombreuses personnes, en tuant parfois.

A Butaka, le mot *kubohoza* apparut dans le courant de l'année 1992. Il désignait les actions menées par le MDR local à partir du tournant des années 1991-1992, lesquelles, si elles manifestaient une opposition réelle au bourgmestre et au MRND local⁸⁶, étaient toutefois moins virulentes qu'à Nyabwigunge. L'agitation à Butaka avait pourtant précédé l'introduction du multipartisme : depuis la fin des années 1980, l'un des adversaires personnels de Xavier Lizinde, fonctionnaire à Kigali, organisait régulièrement à son domicile des séances d'apparition mariale qui, progressivement, attirèrent jusqu'à plus de 3 000 personnes, dont la plupart était adolescentes. Au mois d'avril 1991, alors qu'une apparition avait été annoncée, le bourgmestre fit enfermer l'homme au cachot. Ses partisans le suivirent, encerclèrent le bureau communal, l'assaillirent à coups de pierres, puis, après que les policiers eurent reçu l'ordre de tirer en l'air, restèrent sur place toute la nuit pour prier et ne se dispersèrent qu'au petit matin⁸⁷. Dès l'apparition du MDR dans la commune, l'homme qui organisait ces apparitions en devint l'un des principaux dirigeants. Mais parce que le bourgmestre contrôlait étroitement sa commune et fournissait à son parti tous les moyens dont il disposait, le MRND domina Butaka jusqu'en 1994. Le Mouvement organisait le plus grand nombre de

⁸² N19910918 : Lettre du brigadier communal : destruction des boisements communaux. N19911005 : Lettre du brigadier communal : collecte des taxes, marché de Rusuli.

⁸³ N19920529 : Rapport sur la visite du ministre Callixte Nzabonimana.

⁸⁴ N19920408 : Sabotage des lignes téléphoniques.

⁸⁵ PG19920529 : Détail des conflits liés aux partis politiques en préfecture de Gitarama.

⁸⁶ B19920113 : Lettre du MDR de Nyamatete sur le lever de drapeau. B19930511 : Rapport annuel 1992.

⁸⁷ B19910410 : Lettre de Xavier Lizinde au ministre des Transports et de la Communication.

meetings⁸⁸, annoncés au moyen d'un haut parleur accroché à une moto, fournie par le bourgmestre lui-même. Si à Nyabwigunge, les mouvements de jeunesse du MDR dominèrent très vite la commune, les *Interahamwe*⁸⁹ furent à Butaka à l'origine de la plupart des actes violents, bastonnant les militants des partis d'opposition, contrôlant les cartes d'appartenance aux partis politiques sur des barrières qu'ils avaient eux-mêmes érigées, ou sur la route goudronnée après avoir fait descendre les passagers des bus, de sorte que les paysans possédaient souvent plusieurs cartes d'appartenance à différents partis politiques, celle du MRND étant surnommée *ngurinzira* (laisser-passer).

A partir des revues de presse publiées dans la revue *Dialogue*⁹⁰, nous avons recensé et classé l'évolution des mobilisations sur une année, entre octobre 1992 et octobre 1993, l'objectif étant de présenter une synthèse visuelle de leur évolution. Dans cette perspective, nous nous intéressons moins aux partis qui construisent des répertoires violents qu'à l'évolution générale des mobilisations en fonction d'évènements d'ampleur nationale. En étudiant la fréquence de parution dans la presse d'articles consacrés aux mobilisations, nous en avons distingué plusieurs types. Leur degré de violence va croissant : meetings, manifestations, hissés de drapeaux, destruction de boisements et redistribution de terres, violences sur les personnes, attentats à la bombe, assassinats et massacres. Cette méthode comporte de nombreux biais : il ne s'agit que des mobilisations rapportées dans la presse⁹¹, certaines séquences font l'objet de longs commentaires, d'autres n'apparaissent qu'en filigrane⁹². La publication non continue de certains journaux, ainsi que leur périodicité approximative, rendent par ailleurs certains évènements difficiles à dater. Aussi, le tableau présenté ci-après n'a de valeur qu'indicative. L'année 1992-1993 est en ordonnée, les séquences de mobilisation en abscisse.

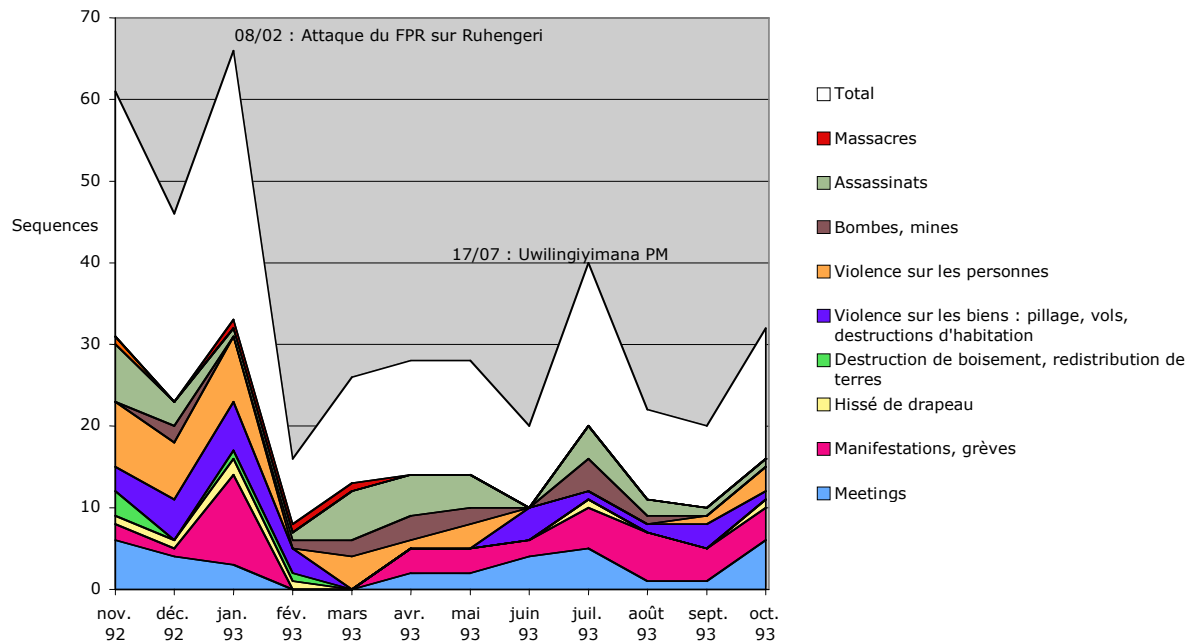
⁸⁸ A notre connaissance, le MRND ne put, durant toute la période du multipartisme, organiser aucun meeting à Nyabwigunge.

⁸⁹ Le mot désigne à l'origine des personnes ayant à peu près le même âge, appartenant à la même génération (Cf. Irénée Jacob, *Dictionnaire Rwandais-Français*). Par extension, un groupe de gens s'entendant fort bien, des "compères". Créés courant 1991, les *Interahamwe* furent d'abord le mouvement de jeunesse du MRND, puis se constituèrent rapidement en milice armée.

⁹⁰ *Dialogue*, revues de la presse rwandaise, n°47 à 99, octobre 1992-octobre 1993.

⁹¹ L'échantillon est de plus soumis à la sélection opérée par la revue de presse, même si celle-ci fut très large, et que les différents journaux ont en général couvert les mêmes évènements.

⁹² Nous n'avons comptabilisé un événement que s'il était mentionné par au moins deux journaux différents.



Telle que synthétisée par ces courbes, la violence participe de l'évolution de la vie politique, à laquelle elle sert de ressource tactique : elle ne la sanctionne pas. Les deux événements que nous soulignons (l'attaque du FPR du 8 février et la nomination d'Agathe Uwilingiyimana au poste de Premier ministre) viennent ainsi clore des séquences de mobilisation. L'influence de la guerre se perçoit en revanche dans les types d'action violente, qui changent après l'offensive du 8 février : les contentieux impliquant les terres et boisements communaux laissent place aux attentats à la bombe et à des campagnes d'assassinats.

II.2. Parrainage et déclasserment

Qui furent les hommes à l'œuvre sous le multipartisme ? Nous l'avons dit, la perspective des élections, qui auraient dû servir de cadre et de sanction à la compétition politique, restait vague et lointaine. Pourtant l'introduction du multipartisme avait mis à mal l'ordre qui constituait la deuxième République et les quelques patrons qui pouvaient prétendre à l'exercice du pouvoir, ne serait-ce qu'en se coalisant, s'attelèrent au recrutement d'hommes de main, puisque les électeurs étaient provisoirement inutiles. A partir de 1991, dans les cabarets, le long des routes menant aux centres, lors de meetings ou de visites les uns aux autres, les patrons relayèrent dans les communes l'agitation de Kigali et de Gitarama : ingénieurs agricoles, inspecteurs scolaires, enseignants, commerçants, responsables de projets de développement soutenaient ou contestaient les

bourgmestres, chacun cherchant le ralliement de tous. Mais alors que les élites locales se tournaient vers les paysans parce qu'elles avaient à nouveau *besoin* d'eux, le changement de leur comportement économique, leur préférence pour l'accumulation et le réinvestissement dans la famille nucléaire, et enfin leur horizon infiniment plus vaste que celui des terroirs les avaient rendues collectivement impopulaires. L'écart croissant entre les élites et les paysans, que l'ordre instauré par la deuxième République avait tenté de recouvrir par la création d'organisations spécialisées et verticales (l'Organisation des femmes rwandaises pour le développement-Urama, la Centrale des syndicats de travailleurs au Rwanda-CESTRAR, ou encore le syndicat paysan *Imbaraga*), était de plus en plus visible⁹³. Entre 1991 et 1994, les élites durent donc s'appuyer sur des intermédiaires afin de recruter, coordonner et mobiliser les paysans au sein des partis politiques et dans les actions contre l'autorité que nous venons de décrire.

Le rôle des intermédiaires et courtiers dans la diffusion de mots d'ordre et la construction de coalitions a fait l'objet d'une attention soutenue dans la littérature consacrée aux rapports interindividuels (réseaux sociaux, clientèle) et plus largement à la construction et au fonctionnement routinisé d'organisations⁹⁴, dont l'Etat⁹⁵. Les mots anglais *brokers* et *brokerage*, qui désignent ces courtiers, ruffians, et autres souteneurs, recouvrent des situations formelles très différentes. L'entremise peut être verticale, par exemple pour aider l'Etat central à s'implanter dans ses marges, ou horizontale, pour rapprocher des factions locales ou nationales. Sa définition la plus large les considère comme le lien entre plusieurs sites sociaux qui sans eux n'interagiraient pas⁹⁶. Pourtant, quels intermédiaires pouvaient bien apparaître à côté des responsables et membres des comités de cellule ? Là encore, il nous faut souligner à quel point les partis politiques dupliquèrent les structures du Parti-Etat, créant chacun un conseil et une assemblée communale⁹⁷, élisant des comités locaux forts d'une dizaine de personnes dans chaque secteur⁹⁸, comprenant président, premier et second vice-présidents, trésorier... Cette formalisation permet de connaître un peu mieux les courtiers du

⁹³ Danielle de Lame, *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête*, op. cit., p. 295 ; Timothy Longman, "Genocide and Socio-political Change: Massacres in Two Rwandan Villages", *Issue: A journal of opinion*, vol. 23, n°2, 1995, p. 19.

⁹⁴ Voir Fredrik Barth, *Political Leadership among Swat Pathans*, Londres, Athlone Press, 1990, p. 31-41 ; Jeremy Boissevain, *Fiends of Friends*, op. cit., p. 47-170 ; Anton Blok, *The Mafia of a Sicilian Village 1860-1960. A study of violent peasant entrepreneurs*, Oxford, Basil Blackwell, 1974, p. 103-141 ; Doug McAdam, Sydney Tarrow, Charles Tilly, *Dynamics of Contention*, New York et Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 57-159.

⁹⁵ Voir Charles Tilly, *The Vendée*, Cambridge, Harvard University Press, 1964, p. 81-110 ; Charles Tilly, *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*, Cambridge, Basil Blackwell, 1990, p. 185-190 ; Sharon Kettering, *Patrons, Brokers, and Clients in Seventeenth-Century France*, op. cit., p. 40-68 ; Henning Hillmann, "Localism and the Limits of Political Brokerage: Evidence from Revolutionary Vermont", *American Journal of Sociology*, vol. 114, n°2, 2008, p. 287-331.

⁹⁶ "...linking of two or more currently unconnected social sites by a unit that mediates their relations with each other and/or with yet another site. Brokerage reduces transaction costs of communication and coordination among sites facilitates the combined use of resources located at different sites and creates new potential collective actors", Doug McAdam, Sydney Tarrow, Charles Tilly, *Dynamics of Contention*, op. cit., p. 157.

⁹⁷ B19930929 : Liste des organes communaux des partis politiques.

⁹⁸ N19911013 : Rapport du conseiller de Kagogwe sur les élections des représentants de secteur du MDR ; N19911103 : Rapport du conseiller de secteur Kibimba sur les élections de représentants de secteur MDR.

multipartisme. La position est analytique⁹⁹ : elle ne se cantonne pas à une seule activité et met en jeu plusieurs types d'intermédiaires (*umuhuza*). Le *brokerage* est une situation, pas une condition. La relation qu'il instaure est vouée à se prolonger dans le temps. Le terme de l'échange est sans cesse repoussé. La possibilité même de la relation est fondée sur ce report de la réciprocité. Si cette relation est réelle, l'échange qui la sous-tend est évasif, voire fictif. La différence élémentaire des statuts qui s'y rencontrent les pousse à se projeter ensemble dans le temps. Cette inscription commune dans la durée ainsi que l'altérité des statuts qui y sont mis en contact désigne presque automatiquement dans le *brokerage* des patrons et leurs recrues.

Nous avons déjà dit que les leaders locaux des partis politiques étaient salariés, dans leur écrasante majorité. Qu'ils soient ou non opposés aux bourgmestres, leur militantisme était consubstantiel à l'activité des patrons que nous avons détaillée plus haut. Leurs postes étaient trop élevés, trop importants pour leur permettre de se tenir à l'écart de l'activité des partis. Le silence était suspect, il appelait les critiques, les jalousies, les rivalités. En soi, il y avait peu de différences à s'engager contre ou en faveur des bourgmestres : à Butaka, ceux qui manifestaient leur fidélité à Xavier Lizinde grandissaient par la même occasion dans son dos, se positionnant chacun autour de lui en attendant une défaillance. Au-delà des principales personnalités des communes, on trouvait parmi les intermédiaires du multipartisme une partie des salariés, enseignants ou commerçants que l'expérience du déclassement avait affaiblis : ainsi des professeurs qui restaient cantonnés à l'école primaire, des commerçants qui s'irritaient de plus en plus de l'élévation des taxes ou espéraient en s'engageant auprès du bourgmestre en être dispensés l'année suivante. Pour l'ensemble des partis des deux communes, les membres des comités communaux, instances élitaires en tout point comparables à celles de l'ancien parti unique, étaient quasiment tous salariés : enseignants, personnels administratifs, employés de projets de développement. A partir de l'échelle inférieure des conseils de secteur, les représentations des partis politiques commençaient à intégrer quelques paysans, aisés pour la plupart.

En dessous de ces personnalités, ce qui fait le trait commun des *social brokers* est, selon Boissevain¹⁰⁰, leur accès aux ressources de second ordre, c'est-à-dire le fait qu'ils disposent d'un tissu relationnel dense et varié qu'ils mettent à la disposition des patrons. Ce travail est celui d'un facilitateur : ils mettent en contact des hommes auxquels des différences élémentaires, ou devenues insurmontables, interdisent d'interagir. Ils furent donc recrutés dans cette catégorie hybride, au reste devenue large, qui maniait autant de références à la modernité qu'elle-même y avait un accès limité, en monnaie, objets ou vêtements. Très répandus, les surnoms soulignaient, souvent avec ironie, cette volonté manifeste de s'accrocher, même à distance, à d'autres horizons. Mais ils

⁹⁹ Voir Henning Hillmann, "Localism and the Limits of Political Brokerage...", *op. cit.*, p. 293.

¹⁰⁰ Jeremy Boissevain, *Friends of Friends...*, *op. cit.*, p. 147-148.

désignaient en même temps la multitude et la variété des liens de ceux qui en étaient affublés. Kawasaki ou Maradona, les motards de Nyabwigunge, revendiquaient ainsi leur sobriquet parce qu'il indiquait leur pouvoir : « Les motards sont populaires. Ils circulent partout. Le métier de motard est valorisé chez les jeunes et les enfants. Il te dit qu'il a été à Nyabikenke, qu'il a été à Kigali, en une fraction de seconde...¹⁰¹ ». Si les motards, de par leur mobilité, leur célérité, leur virilité moderne et mécanisée, affichaient leur qualité d'intermédiaires, ils n'étaient pas les seuls à se prévaloir d'un tel rôle. Les moniteurs, les encadreurs communaux de la jeunesse, qui officiaient dans les Centres d'éducation rurale et artisanale intégrée (CERAI), dans les stades communaux ou auprès de l'ingénieur agronome, les artisans que leurs boutiques plaçaient au confluent des rumeurs savaient jouer d'innombrables « liens faibles » pour rapprocher les patrons des *baturage*¹⁰². Tels que définis par Granovetter, ces « liens faibles¹⁰³ » désignent des interactions limitées en durée et occurrences, opposées en cela à la régularité des alliances et amitiés. Le contexte d'incertitude et de crise accompagnant la mise en place du multipartisme avait par ailleurs nivelé les degrés d'interconnaissance, rendant chacun attentif aux faits et gestes de ceux dont il ne connaissait que le nom. Au-delà de la densité et de la variété de leurs relations, les *brokers* firent parfois plus fortune de leur renommée que de leurs réseaux : pour se gagner des hommes, il fallait *aussi* faire savoir ce que l'on pensait, se vanter de sa proximité avec les uns et les autres et parler plus fort au cabaret.

Ces intermédiaires, patrons ou *social brokers*, salariés ou non, avaient en commun de se situer à la lisière des coteries. Les premiers y étaient certes encore intégrés, mais les fluctuations du droit d'entrée (augmentation des taxes pour les commerçants, dévaluation des diplômes ou mutations intempestives pour les enseignants¹⁰⁴) les rapprochaient de leurs marges. Ainsi, pour les enseignants, l'important devint d'exercer au moins au-delà des deux premières années du cursus primaire. Les *social brokers*, pour leur part, demeuraient en deçà. L'élévation des droits d'entrée les avait laissés à l'écart. A Nyabwigunge, en 1993, des lettres de plus en plus semblables parvenaient à la commune :

¹⁰¹ Entretien avec Néhémie Mugesera, Karembé, 26 mars 2008.

¹⁰² Pluriel de *maturage* (voir p. 5).

¹⁰³ Mark Granovetter, "The Strength of Weak Ties", *American Journal of Sociology*, vol.78, n°6, 1973, p. 1360-1380.

¹⁰⁴ « C'étaient des choses qui s'organisaient autour des enseignants, des... Il y avait beaucoup plus de gens sur les collines qui avaient fait des études, des gens qui avaient commencé le secondaire, mais ne le finissaient pas, et qui restaient sur les collines. Mais même pour ceux qui terminent... Par exemple, les jeunes qui terminent le secondaire et doivent devenir des enseignants. Tu vois comme la commune Nyabwigunge est... Il y avait des gens qui étaient de... de Kibimba, par exemple, des gens comme Joseph, ou d'autres, et que l'on envoyait enseigner à Ngaru, à Karengé, etc. [secteurs très éloignés de leurs secteurs d'origine]. Donc, au départ, ils le faisaient vraiment sans broncher, ce n'était pas un problème pour eux, enfin ils subissaient sans broncher... Mais progressivement ils ont commencé à réagir... Des fois, on prend quelqu'un, il est de Kibimba, on l'envoie à Ngaru, au lieu d'y aller, il change de secteur scolaire, il part, il va s'installer dans une autre commune, il quitte carrément Nyabwigunge. Il va enseigner ailleurs. Et tous ces gens-là, à cette époque, ils ont commencé à parler. Ils n'avaient plus peur. C'est le régime peut-être qui s'affaiblissait, qui n'était plus aussi sévère qu'avant. Là où ils allaient, dans les cabarets, avec les paysans, ils se mettaient à parler, ils les incitaient à la désobéissance ». Entretien avec Eugène Nsengimana, Paris, 8 mai 2007.

« Je vous annonce que ce Bagirubwira Vianey n'est pas un commerçant. Il doit se faire inscrire afin d'avoir un registre de commerce. Il a une maison à Kizungu, il fait de la couture pour les *baturage* avec un petit commerce de manioc, et cela n'atteint pas 10 000 francs. Quand il a vu votre lettre lui enjoignant de s'inscrire sur le registre, il a eu peur et est venu me dire qu'il ne veut pas s'inscrire. Je le comprends, je sais où il travaille¹⁰⁵. »

Moniteurs, veilleurs, motards, hommes à tout faire des artisans, les *social brokers* connaissaient les salariés, leurs codes, travaillaient pour et près d'eux, mais en restaient disjoints. Ils étaient pour la plupart des hommes jeunes, des cadets sociaux dont le statut matrimonial importait peu, l'éducation des enfants étant assumée par les femmes. Certains avaient vécu à Kigali ou Gitarama, pour étudier, travailler dans un service de l'Etat ou dans le sillage d'un commerçant ; ils étaient boys, pousseurs de brouette (*karani ngufu*), vendeurs de cigarettes à l'unité et de bonbons acidulés. Beaucoup étaient revenus faute d'emploi, parce que l'antenne du ministère avait fermé, parce qu'ils ne parvenaient plus à payer le Minerval, ou que leur patron pouvait se passer d'eux. Revenus sur les collines, ils s'installaient à nouveau, lorsqu'ils le pouvaient, sur la parcelle familiale. Le taux dérisoire du chômage¹⁰⁶, auquel était préférée l'appellation générique d'agriculteur (*umuhinzi*), masque mal l'humiliation que put représenter leur retour. Mais dans les communes également, il était de plus en plus difficile de trouver une activité rémunérée : à Butaka, les veilleurs de secteurs, embauchés pour surveiller le matériel des associations et du projet Kigali Est, avaient tous été licenciés en novembre 1992, parce que la commune ne pouvait plus les payer¹⁰⁷. Deux mois plus tard, le bourgmestre licenciait les moniteurs agricoles¹⁰⁸. S'ils étaient désœuvrés, ces hommes n'étaient pourtant pas à l'écart du reste de la société. Les petits travaux ponctuels qu'ils effectuaient pour les uns et les autres les amenaient à se déplacer en permanence dans l'espace public. En transportant des pierres, en aidant à la construction des modestes bâtiments des centres, en acheminant les récoltes de café de foyers indigents ou trop vieux pour les porter eux-mêmes à la coopérative, ils manifestaient au contraire leur intégration à la vie des collines.

¹⁰⁵ N19930903 : Lettre du conseiller de secteur Kirwa. Voir aussi N19930909 : Lettre du conseiller de secteur Kirwa. N19930912 : Lettre du conseiller de secteur Shaki.

¹⁰⁶ Les chiffres du chômage n'étaient pas indiqués dans les statistiques communales. Ils restèrent très faibles à l'échelle nationale parce que les non-salariés étaient considérés comme agriculteurs. Pourtant, dès la fin des années 1970, les autorités centrales avaient conscience du sous-emploi rural : « ...il y a toutes les raisons de croire qu'il y a un déséquilibre sérieux sur le marché de l'emploi : dans la plupart des régions, la main d'œuvre disponible excède considérablement la demande », République Rwandaise, *L'intégration économique des jeunes non scolarisés et déscolarisés*, ministère du Plan, ministère de la Jeunesse, Kigali, 1978.

¹⁰⁷ B19921113 : Compte rendu du conseil communal du 27 novembre 1992. Il y avait des veilleurs dans 12 des 15 secteurs de la commune.

¹⁰⁸ B19930115 : Compte rendu du conseil Communal du 15 janvier 1993. Un moniteur agronome par secteur.

La guerre et le multipartisme furent pour eux une bénédiction. La première apportait l'occasion d'une promotion sociale inespérée. La chose n'était certes pas nouvelle¹⁰⁹. Toutefois la guerre contre le FPR avait non seulement renouvelé cette promesse, mais l'avait aussi rendue accessible à de plus en plus d'hommes, dans un contexte d'appauvrissement général de la population : entre 1990 et 1993, les effectifs des FAR passèrent de 10 000 (gendarmes inclus) à environ 35 000 soldats¹¹⁰. Il peut sembler plus étrange en revanche que le multipartisme valorisât les anciens militaires. Nous l'avons dit, le répertoire du *kubohozo* procédait d'une version idéalisée de la guerre dans ses registres modernes (ainsi les batailles pour « prendre » les bâtiments communaux en y hissant des drapeaux) ou plus anciens comme la formation d'expéditions destructrices. Les anciens militaires, qui disposaient de ce savoir-faire et dont nous avons dit que la deuxième République les avait déjà choyés, devinrent des pièces importantes dans les dispositifs locaux des partis politiques. A Nyabwigunge, Gilbert Habimana, qui venait d'une famille de paysans pauvres, avait connu par l'armée une promotion sociale considérable. Son contrat achevé, il était revenu à Nyabwigunge, mais n'avait pas trouvé d'emploi. Le reclassement dans les parcs nationaux était en général réservé aux ressortissants du Nord, et à la commune, Ignace Semana qui se méfiait de lui, le trouvant brutal, ne lui avait pas proposé de poste de policier¹¹¹. Lorsqu'en 1991, les partis politiques étaient réapparus sur les collines, Gilbert Habimana, qui de dépit avait ouvert un petit débit de boisson, s'était de lui-même présenté au MDR.

De fait, dans les deux communes, les *brokers*, patrons et recrues, furent les membres actifs des bandes et expéditions de *kubohozo* du MDR ou d'*assaut* du MRND, dont nous avons précédemment détaillé les modalités. Ceux qui empêchaient les élites locales de dormir¹¹² ou au contraire poursuivaient les opposants du bourgmestre étaient des patrons salariés, enseignants, commerçants, fonctionnaires communaux d'un côté, et des *social brokers* de l'autre. Les premiers s'inscrivaient dans la compétition politique. Ils faisaient certes partie des élites, mais sentaient bien que leur avenir était suspendu à autre chose qu'à cette appartenance devenue triviale. Il fallait en outre s'assurer une position au sein de l'ordre politique local, en misant soit sur la configuration existant autour du bourgmestre, soit sur l'ordre alternatif que le multipartisme permettait d'imaginer. Les seconds

¹⁰⁹ « Il y avait beaucoup d'autres gens de Nyabwigunge dans l'armée. Avant, j'avais vu d'autres militaires. Je les avais vus riches, dans une belle tenue, les chaussures bien cirées, et la mort ne m'inquiétait pas. Je suis allé à l'armée. De la même manière, mes trois petits frères m'ont suivi. Et beaucoup d'autres : rien qu'à Kirwa 70 personnes en tout sont allées à l'armée, nous les avons comptées un jour [il explique que ce décompte est postérieur à la guerre, et étalé sur plus de 20 ans]. Le test de recrutement était proche de Gitarama, et Kirwa n'est pas loin de Gitarama. Plus on allait vers le nord de Nyabwigunge, moins les gens venaient passer les tests. Celui qui m'a influencé, c'était Gervais Harelimana. On était de la même famille élargie. Je suis son oncle, mais il est plus âgé que moi de dix ans ». Entretien avec Jérôme Harelimana, Gitarama, 4 novembre 2006.

¹¹⁰ André Guichaoua (dir.), *Les Crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, 1995, p.767.

¹¹¹ Entretien avec Esdras Kamali, Karembe, 31 octobre 2006.

¹¹² N19920129 : Procès verbal du conseil communal du 23 janvier 1992 : « Le conseiller de Karembe ne dort plus à cause des brigands qui passent la nuit au-dessus de sa maison en criant et en l'insultant. Monsieur Nzajinyanza lui non plus ne peut plus dormir ».

obtenaient des bénéfices immédiats (un peu d'argent, quelques bières au cabaret) et la possibilité d'un avancement au sein de l'ordre que leurs patrons étaient occupés à bâtir. La brutalité constitutive des répertoires de *kubohoza* et d'*assaut* donnait à ces hommes, souvent pour la première fois, l'impression que le pays leur appartenait. Aussi la violence du multipartisme procédait-elle d'un ordre renversé : à ceux qui l'exercèrent, elle fut gueularde, joyeuse, moqueuse, l'étalon révélé de la valeur des hommes et de leurs biens. Elle fut d'autant plus incompréhensible à ceux qui la subirent que sa langue même leur échappait. Les rapports dressés par les conseillers, les lettres envoyées aux communes par les victimes de l'un ou l'autre répertoire décrivaient cette atmosphère de fête et l'expliquaient d'autant moins que ses auteurs même en essayaient les quolibets. Les militants du multipartisme y sont décrits buvant et dansant dans la rue nuit et jour. Ils injuriaient leurs adversaires, se vantaient de leur force, menaçaient publiquement leurs proies. En lui-même, ce zèle à détruire ensemble proposait un ordre parallèle, des liens tissés ou recréés dans l'action commune. Les mots de *kubohoza*, d'*akazu*¹¹³, d'*assaut*, de *rukokoma*¹¹⁴ recouvrent progressivement l'expérience quotidienne de la société jusqu'au sein des familles elles-mêmes : « Un jeune nommé Nikobahoze, fils de Bizimungu Anatole, a blessé la vache de son père avec une machette. Il a coupé les plants de bananiers et cassé d'autres effets de la maison en se disant *Rukokoma*¹¹⁵ ». Bien sûr, les menaces proférées concluaient des rancoeurs accumulées parfois depuis de longues années. Un court exemple permet d'illustrer ce dernier aspect : le 27 décembre 1992, une lettre de Jean-Pierre Ndegeyinka, résidant à Nyabwigunge, parvint à la commune. Elle apporte un autre éclairage sur l'autonomisation de réseaux verticaux au sein d'institutions telles que les coopératives ou les partis politiques. L'auteur était un notable de Karembé¹¹⁶, salarié d'une association de développement, hutu, qui avait adhéré au MDR dès sa refondation. On pourrait s'étonner que, dans le contexte d'affrontement généralisé entre partis politiques qui marquait l'année 1992, une personnalité du MDR s'adressât à un bourgmestre MRND pour lui demander sa protection. Mais Jean-Paul Nabahire, qui avait succédé à Ignace Semana depuis le mois de janvier, était connu pour sa modération.

¹¹³ Le mot désigne à l'origine une petite maisonnette, mais également une maladie héréditaire propre à un lignage (cf. Irénée Jacob, *Dictionnaire Rwandais-Français*, *op. cit.*). Dans les années 1980, le mot *akazu* visait plus particulièrement l'entourage de Juvénal Habyarimana et particulièrement sa belle-famille.

¹¹⁴ Il s'agit, étymologiquement, d'une personne grande, grosse et forte, ou d'une foule de personnes qui surviennent en masse (cf. Irénée Jacob, *Dictionnaire Rwandais-Français*, *op. cit.*). Le mot désignait, au début des années 1990, la « conférence nationale » réclamée par Faustin Twagiramungu, alors président du MDR.

¹¹⁵ N19920129 : Procès verbal du conseil communal du 23 janvier 1992.

¹¹⁶ « Lui, c'était un entrepreneur... le Rwanda qui se lève tôt. C'est lui qui avait fait poser les installations électriques de Karembé vers chez lui, il était parmi les fondateurs de l'école APEN, il essayait de vivre à l'occidentale : électricité et eau courante chez lui, des enfants qui étudient, il peut leur payer des écoles privées, cela se voit aussi dans son habillement, celui de son épouse, de ses enfants ». Entretien avec Eugène Nsengimana, Paris, 8 mai 2007.

Ndegeyinka explique qu'un complot est ourdi contre lui¹¹⁷. Trois hommes, *Interahamwe* vivant dans son secteur, annoncent publiquement leur intention de lui nuire : « Je suis inquiet, j'ai peur qu'un projet de vengeance me concernant, où l'on jetterait une grenade sur ma maison, soit en préparation ». Il détaille les hommes ligués contre lui et donne pour chacun le motif de sa rancune :

« (Le premier) Nsabimana dit qu'il va réduire en cendres ma maison par grenade. Il a dit cela à la boutique de Muremani Vianney, située près de la coopérative KOBAKI, dans la soirée du 24 décembre 1992. Il était armé d'un poignard lorsqu'il l'a dit, je peux citer des témoins. Il justifie son projet par le fait qu'il a été suspendu de son travail aux Artisans de l'Eau¹¹⁸ et qu'il n'a pas été réembauché, alors que ceux qui ont été renvoyés en même temps que lui ont été réembauchés. Il était en effet employé à l'atelier des Artisans de l'Eau mais quand nous avons instauré un système de travail sur contrat, il a refusé de travailler dans ce système. Ceux qui l'ont accepté y travaillent toujours. J'ai informé sa sœur, madame Bizimana Consolée, qui m'a dit de le laisser tel qu'il était. »

Les griefs du deuxième sont du même acabit. Ils concernent également un licenciement :

« Le fait que les responsables de la coopérative KOBAKI ont renvoyé Twahirwa, membre des *Interahamwe* qui vendait de la bière de banane pour le compte de la coopérative a été considéré comme un fait devant être vengé. Les membres de la KOBAKI – dont je suis l'un des dirigeants –, après avoir constaté la dégradation de la sécurité causée par les réunions des *Interahamwe* au cabaret de la coopérative, et voyant que le père de Twahirwa venait souvent au soir à ce même cabaret armé d'une épée, ont décidé de licencier son fils. Mais ce geste n'est imputable ni à moi Jean-Baptiste, ni au MDR. »

Pour le troisième enfin, les motifs de rancune, quoique également pécuniaires, différaient quelque peu :

« Nsengiyumva Faustin accuse les partisans du MDR de l'empêcher de vivre chez lui. Cet homme est notre cousin. Je sais que je n'ai rien contre lui mais son épouse doit à KOBAKI près de 8 000 francs de la faillite qu'elle a eue lorsqu'elle travaillait pour la coopérative. Je n'ai pas revu cet homme mais j'ai appris qu'il travaille à Vunga chez la sœur du ministre Callixte [il s'agit du ministre Callixte Nzabonimana, MRND, puis Power, originaire de Nyabikenke, dont nous avons vu plus haut qu'il avait été accueilli à coups de pierres par le MDR de Nyabwigunge lors d'une visite en mai 1992] ».

¹¹⁷ N19921227 : Lettre de Jean-Pierre Ndegeyinka, représentant légal suppléant des Artisans de l'Eau au bourgmestre de Nyabwigunge.

¹¹⁸ Les Artisans de l'Eau étaient une association créée par un prêtre belge au début des années 1970, spécialisée dans l'installation d'adductions d'eau. L'association était un important pourvoyeur de salaires dans la commune.

Au-delà des rancœurs personnelles, la lettre illustre la panique croissante de notables locaux devant la dissolution des élites dans le banditisme social. Le divorce que décrit avec effroi Ndegeyinka, notable modéré, était ainsi perceptible jusqu'au sein des coopératives. Ces structures, dont la majeure partie demeurait informelle malgré leur institutionnalisation croissante à partir de la seconde moitié des années 1980, concentraient des relations verticales sous une formalisation mutualiste, unissant les élites locales, régionales et nationales aux paysans. Si un rapport du milieu des années 1960 déplorait le peu de coopératives au Rwanda¹¹⁹, une multitude de sociétés informelles d'entraide existaient sous forme de tontines réunissant des voisins, des parents, les membres d'un groupe religieux... Leurs membres cotisaient à chaque réunion successivement au profit de chacun d'entre eux ou pour la réalisation de tâches d'utilité collective. Ces microstructures, profondément ancrées sur les collines rwandaises, étaient conçues comme les garants de la paix sociale : orientées vers la constitution d'un bien collectif¹²⁰, elles permettaient aux paysans qui y participaient d'accéder ponctuellement à la monnaie. La deuxième République, qui les soumit aux mots d'ordre du « développement », en encouragea la diffusion mais aussi la formalisation bureaucratique. Au sein des tontines et des coopératives, les patrons pouvaient tisser des liens de clientèle et de solidarité interindividuels à l'abri de la contestation collective des coteries ou de groupes plus larges formés sur l'activité commune. De fait, il nous fut très difficile d'accéder à des informations fiables au sujet des tontines du multipartisme. Jean-Pierre Ndegeyinka, qui semble indiquer qu'au moins parmi les plus établies d'entre elles se répercutait la tension croissante opposant les élites aux *social brokers*, considérait ce divorce, cet affrontement – et sa propre mort – comme inévitables : « Cela me fait mal au cœur d'entendre quelqu'un dire qu'il va lancer une grenade sur ma maison pour liquider toute ma famille. Voilà pourquoi je vous le dis : lorsque la chose arrivera, au moins, vous saurez d'où cela vient ». Il n'écrivait pas au bourgmestre pour lui demander la sécurité, laquelle échappait largement à ce dernier, mais parce qu'il le considérait comme son semblable, notable et modéré. A le lire, les ressentiments dirigés contre lui visaient son appartenance élitaires, ce qu'il souligne en se défendant :

« Il y a quelqu'un que je ne veux pas citer ici, proche des *Interahamwe* (et c'est son droit), qui m'a demandé avec rancœur pourquoi nous avons suspendu ce Twahirwa. Il estimait notre geste injuste. Pourtant, cet homme n'est pas membre de la coopérative. Je lui ai dit qu'étant l'un des responsables de la coopérative et l'un des responsables du parti, je suis préoccupé

¹¹⁹ En 1963, il n'existait que huit coopératives pour l'ensemble du pays selon *Le mouvement coopératif au Rwanda*, Rapport non signé, non daté (probablement milieu des années 1960), p. 22.

¹²⁰ « La prolifération des tontines au Rwanda s'ancre de façon remarquable dans les représentations collectives : l'épargne, dans la tontine, cesse d'être un mal individuel et matérialise, au contraire, une mise en circulation, certes restreinte, mais collective », Danielle de Lame, *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête*, op. cit., p. 171.

par le maintien de la paix et de la sécurité, mais qu'un problème particulier ne doit pas me concerner, du moment que la décision a été prise par une équipe. »

Les liens évoqués avec le ministre Nzabonimana illustrent la logique du parrainage : les griefs n'étaient exploités qu'à partir du moment où une protection supérieure en garantissait la légitimité.

III. L'ORDRE POWER ET SES HOMMES

Comment envisager la constitution du nouvel ordre Power, qui se développa entre 1992 et 1993 et finit par s'imposer progressivement au pays après la mort de Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994 ? Formellement, la coalition Power apparut suite à l'assassinat, le 21 octobre 1993, de Melchior Ndadaye, président Hutu démocratiquement élu au Burundi. Deux jours plus tard, à l'issue d'une « marche de soutien au peuple burundais », les membres des principaux partis politiques (MRND, MDR, PL et la Coalition pour la défense de la République-CDR) annonçaient la constitution d'un front Hutu. Au cours du mois suivant, les partis politiques d'opposition (MDR, PL, PSD) éclatèrent : au sein de chacun d'eux, une faction Hutu Power se constitua. Dans les deux communes de l'enquête toutefois, la fin de l'année 1993 ne marque pas de changement particulier, et le mot Power est absent des archives, aussi bien à Butaka qu'à Nyabwigunge. Dans les faits, l'ordre Power était installé depuis 1992 à Butaka, tandis qu'il ne s'imposa que très tardivement, en mai 1994, à Nyabwigunge. Après avoir analysé son apparition progressive dans les deux communes, nous allons décrire plus précisément la formation et les actes de deux bandes pendant le génocide.

III.1. Entreprenariat et consensus des coalitions

A Butaka, il faut remonter à la fin de l'année 1992 pour que les premiers massacres de Tutsi et d'opposants soient envisagés. Nous avons dit que le bourgmestre d'alors, Xavier Lizinde, avait bâti sa carrière sur des liens de proximité avec la famille présidentielle. Le congrès national du MRND rénové constitua en quelque sorte sa consécration : il accéda à cette date à la présidence du Parti pour la Préfecture, poste dont il ne pouvait rêver à peine deux ans plus tôt¹²¹. Il avait bénéficié de la démission des deux principaux caciques de la région. Le premier parce qu'il ne disposait pas d'une assise territoriale d'envergure dans Kigali Rural, le second, plus modéré, parce qu'il avait quitté le

¹²¹ André Guichaoua, *Xavier Lizinde le « Grand Bourgmestre »*, Rapport d'expertise rédigé à la demande du Tribunal Pénal International des Nations Unies sur le Rwanda, Arusha, 2001.

MRND. Ce poste important permit à Lizinde de se mettre en valeur auprès des responsables nationaux du parti et de l'entourage présidentiel. Le 30 octobre 1992, le premier protocole des Accords d'Arusha relatif au partage du pouvoir avait été signé, limitant encore le nombre de postes gouvernementaux du MRND, du fait de la participation du FPR au gouvernement. Dans les semaines qui suivirent, Habyarimana les désavoua publiquement, les qualifiant de « chiffons de papier » à l'occasion d'un discours prononcé le 15 novembre à Ruhengeri. Le 22 novembre, au cours d'un discours incendiaire, Léon Mugesera, cadre du MRND à Gisenyi et fonctionnaire à Kigali, appela au cours d'un discours à Kabaya, à « renvoyer les Tutsi en Ethiopie par la Nyabarongo ». Dans un tel contexte, Lizinde décida de montrer son zèle personnel à l'entourage présidentiel en prenant des initiatives, comme il avait coutume de le faire à l'époque où le développement était idéologie d'Etat. Aux derniers jours de novembre, en concertation avec les bourgmestres et des responsables du MRND des communes voisines de Gikoro, Rubungu et Gikomero, il prépara pour le début du mois suivant un meeting de grande ampleur¹²², regroupant des militants du MRND et des *Interahamwe* des quatre communes. Assurés de la neutralité bienveillante du commandant du groupement militaire de Rwamagana, rassemblés de chaque côté de la route goudronnée dans les communes de Gikoro et Butaka, les miliciens devaient massacrer les Tutsi et membres de l'opposition des secteurs Rwamashyongoshyo de Gikoro et Rusoli de Butaka¹²³. Le massacre fut finalement empêché par une directive de Dismas Nsengiyaremye qui eut connaissance de la préparation des tueries l'avant-veille de la date prévue¹²⁴. Il est difficile de savoir si l'opération avait été requise en haut lieu : aucune pièce d'archive ne vient établir une quelconque commande. La correspondance échangée avec les bourgmestres des communes impliquées évoquait un « meeting spécialement important », mais n'en détaillait évidemment pas le déroulement. Le lendemain, le préfet de Kigali fut dépêché en urgence à Butaka, pour une réunion de recadrage avec les principales notabilités de la commune. Le contexte propice, l'existence d'un précédent dans la région (les massacres du Bugesera commis en mars 1992) et la volonté de montrer que le Parti était tenu et discipliné à l'est de Kigali, que ses cadres travaillaient ensemble, que les milices fonctionnaient et que l'opposition était muselée peuvent avoir suffi à Xavier Lizinde pour prendre l'initiative du massacre.

Si les archives de Nyabwigunge rapportent, de manière quasi quotidienne, les actions souvent violentes des partis politiques, elles montrent aussi un net accroissement de la violence privée, intime, en 1992 et 1993. Pourtant, aucun des actes de violence mentionnés dans les rapports de la commune ou sa correspondance n'y est justifié par l'appartenance ethnique. Nyabwigunge servit

¹²² B19921130 : Lettre de Xavier Lizinde pour la préparation du meeting du 13 décembre. B19921205 : Lettre du bourgmestre de Gikoro sur le meeting du 13 décembre. B19921207 : Lettre du Président du MRND de la commune de Gikoro pour le meeting du 13 décembre. B19921208 : Lettre Musabimana sur le meeting du 13 décembre.

¹²³ Nous avons dit plus haut que, du fait de l'installation du paysannat, les secteurs étaient presque ethniquement homogènes à Butaka. Le secteur Rusoli était le plus peuplé de la commune.

¹²⁴ B19921211 : Instructions Nsengiyaremye pour empêcher les massacres du 13 décembre.

même d’abri aux réfugiés de Kibilira, la commune nordiste située de l’autre côté de la Nyabarongo, lorsque des pogroms y furent organisés contre les Tutsi en janvier 1993¹²⁵. Les menaces proférées par les Jeunesses démocratiques républicaines (JDR, mouvement de jeunesse du MDR) et les *Interahamwe* concernaient plus les notabilités de la commune. Les rapports sur la criminalité recensent de plus en plus d’agressions, de vols, de viols impliquant des voisins, parfois les membres d’une même famille. En deux ans, les conditions de vie se sont considérablement dégradées : à Rusuli, la famine a décimé trois familles, une vingtaine de personnes en tout¹²⁶. Les armes, mises en circulation par les responsables des partis politiques ou des milices, par les militaires en permission ou les déserteurs, circulaient sur les collines : il n’était pas rare que l’éclat d’une grenade réglât une dispute au cabaret, que des coups de feu fussent tirés pour menacer l’un ou l’autre. Si le bureau communal était informé, il put de moins en moins rétablir la sécurité, ou ne serait-ce que diligenter une enquête : à partir du mois d’octobre 1992 et jusqu’au génocide, les fonctionnaires communaux ne furent pratiquement plus payés¹²⁷. Seuls les partis politiques, largement liés au désordre, étaient en mesure, de par leur puissance de mobilisation de rétablir l’ordre¹²⁸. Gilbert Habimana, élu représentant du MDR, se vantait ainsi de pouvoir obtenir la bastonnade ou l’assassinat de qui bon lui semblait¹²⁹. Les partis étaient également implantés selon de claires limites territoriales, le MRND contrôlant les secteurs liés à l’ancien bourgmestre, le MDR disposant du reste du territoire de la commune.

L’assassinat de Juvénal Habyarimana permit à la coalition Power de prendre le pouvoir à l’échelle nationale. Une fois de plus, les deux communes de l’enquête constituent en quelque sorte deux pôles d’une histoire semblable : le génocide commença très tôt à Butaka alors qu’il n’atteint Nyabwigunge que tardivement. Les autorités communales prirent en charge les massacres à Butaka et bénéficièrent pour se faire du soutien de milices envoyées de Kigali et de la présence de l’armée. A Nyabwigunge, elles s’opposèrent aux massacres pendant un mois, avant d’être destituées : les partis politiques prirent en charge la violence. Pourtant, dans les deux communes, les massacres furent constitués comme le socle d’un ordre politique en construction, porté par un consensus (même minimal) des factions locales et le zèle d’entrepreneurs politiques. Dans les deux communes, les hommes qui formèrent les noyaux des bandes (*ibitero*) avaient, pour la plupart, été les *brokers* du multipartisme.

¹²⁵ N19930125 : Déclaration des élèves réfugiés à COFORWA en provenance de l’école secondaire de Giciye. N19930126 : Rapport de Jean Habimana, agent du ministère de l’agriculture, au sujet de l’attaque de Gitarama par Gisenyi.

¹²⁶ N19920430 : Recensement des victimes de la famine, Rusuli.

¹²⁷ La situation fut identique dans les communes voisines de Nyabikenye, Rutobwe et Kayenzi : N19930113 : Pétition des fonctionnaires communaux de Nyabikenye, Rutobwe et Kayenzi adressée au ministère de l’Intérieur et du Développement Communal.

¹²⁸ Voir aussi Michele D. Wagner, “All the Bourgmestre’s Men: Making Sense of Genocide in Rwanda”, *Africa Today*, vol. 45, n°1, 1998, p. 25-36.

¹²⁹ N19920129 : Procès verbal du conseil communal du 23 janvier 1992.

Les massacres commencèrent à Butaka le 7 avril, sous la férule de Xavier Lizinde. A l'aube, l'ambulance du centre de santé avait sillonné les différents secteurs de la commune pour en mener les responsables au bureau communal à Kirwa, puis/ou¹³⁰ à une réunion organisée au domicile de l'ancien bourgmestre, à Rusoli. Les policiers communaux firent fermer les marchés et demandèrent à chacun de rentrer chez soi, de s'y tenir cloîtré¹³¹. Les principales personnalités du MRND de la commune, ainsi que les miliciens les plus en vue assistèrent à la réunion chez Lizinde. Des armes leur furent distribuées, le plus souvent avec un nombre de cartouches limitées¹³². Les consignes d'assassinat de la population Tutsi furent transmises à ce moment. Les noms des opposants de l'ancien et du nouveau bourgmestre, des adversaires les plus visibles et les plus connus du MRND local et de ses cadres furent transmis aux miliciens¹³³. Les hommes allaient d'un domicile à l'autre pour trouver leurs proies dont chacun connaissait, par la rumeur et le voisinage, l'appartenance ethnique. Après deux jours, des barrières furent mises en place sur les principaux croisements, gardées par les mêmes hommes qui composaient les bandes¹³⁴. Les personnes menacées qui parvenaient à s'enfuir se dirigeaient vers le secteur Mabare, l'Eglise de Musha et le secteur Mwilire, respectivement attaqués les 11, 13 et 18 avril lors d'assauts de grande ampleur réunissant les policiers de la commune et les milices, avec le soutien de l'armée. Au total, environ 15 000 personnes furent tuées à Butaka, entre le 7 et le 20 avril 1994, date à laquelle le FPR prit le contrôle de la commune.

La mobilisation requise à Butaka fut à bien des égards semblable à celle qui prévalait sous l'idéologie du développement : un effort était demandé à chacun pour édifier un nouvel ordre. Des commerçants fournirent les véhicules qui devaient permettre aux miliciens de se déplacer d'un secteur à l'autre. On demanda aux femmes de préparer la nourriture à partir des pillages effectués par les bandes. Le bourgmestre et les responsables du Parti pour la commune utilisèrent pleinement les liens personnels qu'ils avaient développés avec les uns et les autres sous le multipartisme pour les faire adhérer au MRND. Il s'agissait non seulement de relations verticales, quoique le bourgmestre payât certaines de ses recrues, mais aussi de liens transversaux noués pendant le multipartisme et qui rattachaient l'exercice de la violence à la vie quotidienne. La socialisation au sein du MRND avait permis à chacun de nouer de nouvelles connaissances : des hommes rencontrés par le parti, qui appartenaient à d'autres réseaux (comme ceux développés au sein du paysannat, entre personnes originaires des mêmes communes du Nord), mais étaient venus partager des possibilités d'emploi,

¹³⁰ Les versions diffèrent quant au lieu et à la durée de cette réunion. Certains entretiens parlent du bureau communal, à Kirwa, d'autre du domicile de Xavier Lizinde à Rusoli. Si une réunion initiale fut peut-être organisée à Kirwa, Lizinde dirigea les opérations des semaines suivantes depuis son domicile.

¹³¹ Entretien avec Claude Ayirwanda, Mabare, 25 juillet 2006.

¹³² Entretien avec André Rukirumurame, Kareme, 24 avril 2008.

¹³³ B19940320 : Liste des personnes soupçonnées d'être *inkotanyi* à Rusoli.

¹³⁴ Entretien avec Eloi Nsabimana, Rusoli, 21 septembre 2006.

chanter et boire de la bière dans les meetings, faire le coup de poing occasionnel contre tel ou tel et que l'on retrouvait répondant à l'appel du bourgmestre.

A Nyabwigunge, la nouvelle de la mort de Juvénal Habyarimana ne suscita aucune réaction particulière si ce n'est l'inquiétude d'une attaque des communes du Nord contre les réfugiés qui s'étaient installés depuis un an¹³⁵. Mais la nouvelle de la reprise de la guerre, les appels aux massacres émis par la RTLM et les récits épouvantables que livraient les réfugiés des communes voisines, poussèrent le bourgmestre Jean-Paul Nabahire à organiser une tournée de réunions publiques dans l'ensemble des secteurs de la commune, au cours desquelles il appelait au calme¹³⁶. Ses consignes furent globalement suivies. Des barrières furent installées aux principaux croisements. On y contrôlait les épaules et les pieds¹³⁷ des inconnus qui s'y présentaient¹³⁸. Au cours du mois d'avril, le bourgmestre ne subit pas de pression de la part de sa hiérarchie¹³⁹. Il s'inquiétait toutefois d'une situation de plus en plus tendue. Des actes isolés visaient la population Tutsi. A Karengwe, trois personnes avaient été tuées dans le courant du mois par des militants du MDR¹⁴⁰. A Kagogwe, secteur d'origine de l'ancien bourgmestre que contrôlait toujours le MRND, on ne parlait pas d'assassinat, mais de saisir le bétail des Tutsi pour se l'approprier en commun ou le manger ensemble¹⁴¹. Au cours du mois d'avril, le ministre de la Jeunesse, Callixte Nzabonimana, originaire de la localité voisine de Nyabikenke, avait visité plusieurs secteurs du nord de la commune pour inciter aux massacres. Parce qu'il représentait le MRND, les militants locaux du MDR ne l'avaient pas laissé s'adresser à la population. Les esprits s'échauffaient. Craignant de plus en plus une attaque des communes voisines du nord, le bourgmestre se décida à déplacer les Tutsi qui avaient trouvé refuge à Nyabwigunge en janvier 1993 vers Kabgayi, à l'entrée de Gitarama, où un camp de réfugiés Tutsi avait été monté. Mais le bus, parti de la commune le 28 avril, n'atteint pas sa destination : arrêtés par une barrière de la commune Mushubati, les réfugiés de Nyabwigunge durent en descendre puis furent ramenés dans leur commune d'origine où ils furent assassinés¹⁴². Dans les derniers jours d'avril, au sud de la commune, une bande constituée dans les secteurs Kagogwe et Kirwa décida de piller le bétail des Tutsi du secteur voisin de Gasovu. Le conseiller de Gasovu les fit arrêter et mener au bureau communal. En chemin, traversant Kagogwe, ils furent libérés par les membres du MRND, puissants dans le secteur. C'est probablement à cette occasion que se décida l'organisation du

¹³⁵ Entretien avec Jérôme Harelimana, Prison de Gitarama, 5 mars 2008.

¹³⁶ « Il disait : 'L'ennemi n'est pas quelqu'un qui habite tout près de toi, c'est quelqu'un qui a une arme, qui attaque. Ce n'est pas un voisin' ». Entretien avec Alphonse Kambanda, Prison de Gitarama, 27 février 2008.

¹³⁷ Les épaules pour la marque du fusil, les pieds pour celles des bottes que les soldats du FPR étaient réputés porter.

¹³⁸ Nyabwigunge fut traversée, en avril puis en juin, par un nombre considérable de réfugiés, fuyant d'abord les massacres, puis l'avancée du front.

¹³⁹ Fidèle Uwizeye, préfet de Gitarama, s'opposa aux massacres dans sa préfecture et fut démis début juin 1994. Il visita Nyabwigunge fin avril, satisfait du calme qui y régnait.

¹⁴⁰ Entretien avec Elizabeth Nyirasafari, Prison de Gitarama, 1^{er} mars 2008.

¹⁴¹ Entretien avec François-Paul Rukiramacumu, Prison de Gitarama, 15 mai 2008.

¹⁴² Entretien avec Jérôme Harelimana, Prison de Gitarama, 5 mars 2008.

génocide à Nyabwigunge : l'information remonta vers Kigali que la commune refusait de participer à l'ordre nouveau. L'ordre Power s'installa à Nyabwigunge en deux temps, sur trois jours consécutifs. Le 2 mai 1993, un sous-lieutenant originaire de Nyabwigunge mais stationné à Kigali arriva au centre de la commune avec une escorte. Il réquisitionna un véhicule et s'arrêta à chaque secteur pour y haranguer la population. Il donna lui-même l'exemple en exécutant des Tutsi à chacun de ses arrêts.

Le lendemain, le bourgmestre se rendit à Gitarama pour y chercher le salaire des enseignants. A cette occasion, un de ses amis, Tutsi, professeur au Petit Séminaire de Kabgayi où il était resté se cacher prit contact avec lui, lui demandant de l'aider à fuir. L'homme était une personnalité connue dans la région, qui avait fait ses études en Belgique au début des années 1990 et avait été un temps représentant du FPR parmi les étudiants. Il lui demanda également de protéger un autre homme, chauffeur à la région sanitaire de Gitarama. Le bourgmestre les ramena à la commune et les installa chez lui. Quelques jours plus tard, le samedi 7 mai, les considérant en sécurité, il les emmena boire une bière au cabaret où ils furent reconnus par d'anciens étudiants du séminaire. Les personnalités locales du MDR, après avoir ameuté la population du cabaret et des boutiques alentours, se saisirent des deux hommes et organisèrent un simulacre de procès à la commune, auquel assistèrent l'ancien bourgmestre, le responsable des services de renseignements du Premier ministre¹⁴³, Gilbert Habimana et deux policiers communaux. Les deux hommes furent condamnés à mort, lynchés dans la foulée, mutilés et enterrés à côté du bureau communal. De là, les bandes visant l'extermination de la population Tutsi de la commune commencèrent à se constituer. Le bourgmestre, menacé, dut fuir¹⁴⁴. Le poste resta vacant un mois durant : un « comité de crise » fut formé par les principaux notables de la commune, qui se contenta d'entériner les massacres et de taxer les terres dont les occupants avaient été assassinés¹⁴⁵. Dans chaque secteur, sauf ceux contrôlés par le MRND, le MDR institua des conseillers parallèles, qui disposaient de l'effectivité du pouvoir, supervisaient les massacres¹⁴⁶, mais réglaient aussi les détails de la vie quotidienne. L'autorité de la commune était tellement faible que le comité de crise distribua aux anciens conseillers des blocs de papier à en-tête de la deuxième République, pour s'assurer de l'authenticité des rapports qui leur parvenaient. Un nouveau bourgmestre, issu du MDR, fut finalement nommé début juin. A cette date, les Tutsi de la commune, environ un millier de personnes, avaient presque tous été tués.

¹⁴³ Originaire de Nyabwigunge, basé avec le gouvernement à Gitarama depuis le 12 avril, cet homme était venu dans la commune visiter sa famille pour le week-end.

¹⁴⁴ PG19940510 : Rapport des services de renseignements de la préfecture de Gitarama.

¹⁴⁵ N19940525 : Procès verbal du conseil communal ; N19940613 : Procès verbal du Comité de crise ; N19940615 : Résumé de la situation par secteurs ; N19940618 : Comité de crise.

¹⁴⁶ « C'étaient des groupes qui s'organisaient pour aller chercher quelqu'un quelque part et le tuer. Les conseillers n'avaient pas autorité sur les bandes. Les autorités voulaient la paix, mais les bandes, elles, voulaient tuer. Les responsables des partis politiques avaient autorité sur les bandes, pas les autorités de la commune, même si les autorités de la commune (ou disons, au moins les conseillers de secteurs) appartenaient aux mêmes partis politiques. Les conseillers de secteur n'avaient pas autorité sur les bandes, parce qu'ils n'étaient pas les chefs de partis dans la commune ». Entretien avec Eloi Ndikumana, Prison de Gitarama, 22 février 2008.

III.2. Deux exemples de constitution de bande

Ces bandes (*ibitero*)¹⁴⁷ regroupaient plusieurs dizaines de personnes, parfois plus d'une centaine. Il s'agissait toutefois plus d'expéditions que de bandes : leur formation n'était pas régulière et seul leur noyau restait stable, entre cinq et dix personnes selon la taille de la bande. En général, une bande puissante agissait par cellule. On retrouvait à leur tête les *brokers*, devenus de plus en plus puissants pendant les affrontements du multipartisme : petits employés d'une coopérative (boulangier, sentinelle, chargé du débit de boisson...), enseignants peu qualifiés, motards, anciens militaires ou policiers, petits commerçants, artisans. Les liens entre leurs principaux membres étaient divers et s'étaient soudés pendant le multipartisme ; ils travaillaient ensemble, appartenaient à la même famille élargie, au même parti politique, fréquentaient le même cabaret. Les bandes se constituaient dans l'instant¹⁴⁸. Seuls leurs noyaux préméditaient leurs actes, guidés essentiellement par l'appât du gain et les possibilités qu'offrait le pillage des biens des victimes¹⁴⁹. A Nyabwigunge, ceux qui refusaient d'y participer, ou de s'y livrer avec entrain étaient sanctionnés, mis à l'écart de la communauté, mais rarement menacés de mort : ils devaient abreuver et nourrir les bandes, parfois les payer, et n'avaient pas accès aux biens pillés¹⁵⁰. A Butaka, les musulmans de Mabare, qui collectivement avaient défendu les Tutsi du secteur regroupés dans la mosquée durent enterrer les morts, mais ne furent pas pourchassés les jours suivant l'attaque. Les bandes attiraient les curieux qui suivaient à distance les cortèges et s'y mêlaient parfois pour donner un coup, encourager les tueurs ou se saisir d'un fuyard. L'action commune annulait les différences sociales et les rivalités des partis. Elle promettait à chacun, s'il y participait avec zèle, un rôle dans l'ordre nouveau que fondait la violence.

¹⁴⁷ Voir Charles Mironko, "Igitero: Means and Motives to the Rwandan Genocide", *Journal of Genocide Research*, vol. 6, n°1, 2004, p. 47-60.

¹⁴⁸ « Les hommes que vous trouvez aux barrières et aux rondes, vous les retrouviez souvent dans les bandes. Les bandes étaient dures. Plus dures que les barrières et plus dures que les rondes. Elles s'armaient de n'importe quoi et comprenaient en général plus de monde que les barrières et les rondes. Il n'y avait pas d'organisation préalable. Cela dépendait d'une information reçue, 'à tel endroit il y a un inkotanyi'. Ceux qui entendaient l'information accouraient, et leur nombre dépendait de l'ampleur de l'événement annoncé. Je peux parler de Karembé, où j'ai été le plus souvent. Dans la plupart des cas où les bandes ont agi, on retrouve trois personnes [...]. Ces hommes avaient à peu près le même âge, ils appartenaient au même parti politique, le MDR, et avaient déjà beaucoup agi au cours de la période chaude des partis politiques. Ils étaient très connus. Même un petit enfant pouvait savoir que c'est Gahutu qui passe. Ils n'étaient pas riches, n'avaient pas de biens, et vivaient de travaux journaliers. Ils ne travaillaient pas ensemble. Mais mine de rien, on les appréciait quand même pour les prestations qu'ils rendaient. » Entretien avec Jérôme Harelimana, Prison de Gitarama, 5 mars 2008.

¹⁴⁹ « On ne disait plus 'je viens de telle ou de telle région'. On se rencontrait dans la rue ou à la buvette et on disait : 'il y a un Tutsi, on va aller là-bas'. Et pour attirer les gens, pour les faire aller dans telle ou telle bande, on disait, 'tel Tutsi a une vache, ou bien, il va donner de l'argent' ». Entretien avec Eloi Ndikumana, Prison de Gitarama, 22 février 2008.

¹⁵⁰ *Ibid.*

L'économie des pillages reflète les liens (re)fondés dans l'action commune. Les marchés rouvrirent assez vite à Nyabwigunge¹⁵¹. Le sel et l'essence avaient considérablement augmenté¹⁵². La viande du bétail pillé, dont chacun pouvait rapporter une part chez soi devint un mets courant, alors qu'elle n'était d'ordinaire consommée par les paysans qu'une ou deux fois l'an. La bière, dont le partage manifestait l'amitié renouvelée, mais aussi des rapports de pouvoir et de dépendance, devint très chère tant les occasions de la consommer s'étaient multipliées. Le partage des biens du pillage et leur immédiate remise en circulation permettaient de renouer des relations de clientèle. Devenus eux-mêmes entrepreneurs, les *brokers* soignaient leurs hommes et leurs relations avec les paysans, qui avaient fait leur fortune momentanée.

La bande de Byemayire à Butaka-Rusoli¹⁵³

Byemayire était né en 1962 dans le quartier de Kicukiro, à Kigali, mais sa famille avait dû déménager faute de disposer des moyens pour y construire une maison en dur lorsque cela était devenu obligatoire au début des années 1970. Un voisin était déjà parti s'installer à Butaka, où les terres étaient bonnes et leur prix abordable. La famille le suivit et acheta une parcelle pour 27 000 francs rwandais à un paysan qui partait pour l'Umutara. Byemayire n'avait pu poursuivre ses études secondaires et avait trouvé une formation de menuisier au Centre de formation des jeunes de Gihanga. Mais faute d'emploi, il était revenu cultiver sur la parcelle de ses parents. A la faveur de la guerre, il réussit les examens organisés au bureau communal pour devenir militaire. On mesure à quel point la promotion était inespérée : pendant la durée de leur formation, les aspirants soldats touchaient des primes de motivation variables mais toujours conséquentes, réduites à un salaire de 6 000 francs par mois une fois les exercices terminés. Sa première mission ne l'exposait même pas au front : il avait été affecté à la garde d'un proche de Valens Kajehugakwa, célèbre homme d'affaire tutsi originaire de Gisenyi qui avait fui le pays à la fin août 1990, pour rejoindre le FPR à Kampala, en Ouganda¹⁵⁴. La mission échoua, l'homme parvint à quitter le pays en se jouant de la surveillance de ses gardes. En punition, les officiers responsables du peloton furent emprisonnés et les soldats renvoyés. Amer, Byemayire rentra à Butaka en 1992. Sa connaissance du maniement des armes lui permit de passer l'examen de la police communale qu'il réussit. Là, Xavier Lizinde refusa son recrutement lui préférant un membre de sa famille élargie. A nouveau, Byemayire se retrouva sans ressources aux portes d'un univers auquel il voulait accéder et dont il maîtrisait les codes. Il installa alors dans la maison de son père une coopérative de menuiserie, où il employa huit personnes, des

¹⁵¹ Rappelons qu'à Butaka, le génocide dura une quinzaine de jours et prit fin le 20 avril lors de la prise de la commune par le FPR.

¹⁵² Entretien avec Vénantie Nyiraneza, Prison de Gitarama, 7 mars 2008.

¹⁵³ Récit reconstitué à partir de six entretiens avec le frère de Byemayire et cinq voisins.

¹⁵⁴ Sur les circonstances de la fuite de Kajehugakwa, voir Valens Kajehugakwa, *Rwanda, de la terre de paix à la terre de sang et après ?*, Paris, Remi Perrin, 2001, p. 237-266.

ouvriers adultes et quelques apprentis adolescents. En 1993, Byemayire rejoint le MRND. Il fut directement recruté par Xavier Lizinde. Le contentieux qu'il pouvait avoir à son égard s'était ainsi réglé : la milice constituait le milieu de substitution le plus proche de l'armée ou de la police, où il avait échoué. Il était rétribué en argent, semble-t-il directement par Lizinde, avait reçu les vêtements et chapeaux propres aux *Interahamwe* mais n'eut pas à suivre d'entraînement particulier dans la mesure où il connaissait déjà le maniement des armes.

Originaire de la même cellule de Kibare, Eric Nsanzabatware avait à peu près le même âge. Fils unique dont le père et la mère s'étaient chacun remariés, il n'avait pas terminé l'école primaire et sa propre parcelle ne lui permettait pas de subsister, pas même de nourrir ses trois enfants. Il suivit une formation de maçon à la paroisse de Kicukiro à Kigali, où il fut surnommé Super, en raison de son caractère énergique, parfois agressif. Il participa, à la fin des années 1970, à la construction de l'école primaire de Cyimbazi. Xavier Lizinde les emmenait parfois, lui et son frère, en camionnette au chantier et discutait avec eux. Le lien fut maintenu les années suivantes. Par la suite, et du fait de cette rencontre initiale, il put régulièrement aller exposer les problèmes qu'il rencontrait au domicile de Xavier Lizinde. Toutefois, contrairement à Byemayire, Super n'adhéra jamais au MRND de Butaka, et ne participa à aucun de ses meetings. Son seul acte militant pendant la période du multipartisme fut semble-t-il de forcer un jeune homme célébrant son mariage au cabaret à saluer le drapeau du MRND. Et encore accompagnait-il pour l'occasion son frère aîné, dont le pouvoir personnel, les ressources et le prestige étaient sans commune mesure avec les pauvres oripeaux dont Super pouvait jusque-là se parer.

Rwakayigamba était de Super l'aîné de dix ans et habitait la cellule voisine de Gihumuza. Jeune homme, il avait bénéficié de la même formation de maçonnerie et s'était installé à Kigali dans les années 1970. Il avait participé à la construction d'une citerne chez le président de la République lui-même. Récupérant, détournant, revendant parfois le matériau des chantiers où il allait travailler, il s'était construit deux maisons dans le quartier Kimicanga. Ses frères devenus adultes, il était revenu s'installer à Butaka en 1988, après le partage du champ parental, estimant que la vie à Rusoli lui était considérablement moins coûteuse qu'à la capitale. Il s'installa sur une parcelle immédiatement voisine de la propriété du bourgmestre. Il construisit lui-même une boutique de *taka-taka*¹⁵⁵ au centre Apega de Rusoli. Commerçant riche, réinstallé sur ses terres, revenu auréolé du prestige de Kigali, Rwakayigamba devint au cours de la période du multipartisme l'un des membres éminents du MRND de Rusoli. Il participa aux entraînements de jeunes qui se déroulaient directement chez Lizinde. Un tel modèle de réussite n'était pas sans attrait pour la jeunesse à laquelle Rwakayigamba souhaitait s'adresser.

¹⁵⁵ Petites boutiques faisant office d'épicerie, où l'on se procure les denrées non périssables.

Au lendemain de la mort de Juvénal Habyarimana, le matin du 7 avril 1994, le propre fils de Xavier Lizinde vint chercher Byemayire à moto et le mena chez son père. Lizinde lui fit miroiter, semble-t-il, un recrutement prochain et définitif dans la police. Mais il fallait avant cela tuer les Tutsi de la commune. On lui remit un fusil et dix balles. Les balles devaient servir à effrayer les personnes traquées, les coups de feu à les rassembler aux mêmes endroits, à les parquer en les dirigeant à distance. Les assassinats se faisaient à l'arme blanche, à la machette, au gourdin... Chacun des dix jours suivants, jusqu'à ce que le FPR reprenne la région, Byemayire vint chercher le fusil et les balles qu'il rapportait le soir chez Xavier Lizinde. Sa bande, la plus importante de Rusoli, fut d'abord construite sur la force : soumis au contrôle du bourgmestre, contraint à des résultats journaliers, Byemayire n'eut pas le temps, à ses débuts, de constituer une équipe. Ses employés, dont deux frères originaires de Musasa, avaient leur propre bande. De ses amis proches, seul vint le rejoindre Karangwa, fils d'un moniteur agricole riche en terres et en bétail, récemment diplômé et enseignant à l'école primaire. Il avait adhéré au MRND peu après Byemayire. Le premier jour, les membres de la bande, peut-être une trentaine de personnes, répandirent les consignes du bourgmestre, réquisitionnèrent les passants, les curieux, ceux qui se rendaient aux champs. Les récalcitrants furent moqués, menacés. Byemayire cherchait l'efficacité, le nombre et la réputation. Il sut que beaucoup s'étaient réfugiés chez un voisin marié à une Tutsi. L'expédition tua sans méthode particulière, abandonnant des survivants dans la hâte. A son retour, des gens apeurés, Hutu et Tutsi, s'étaient rassemblés à la fontaine. Byemayire expliqua que seuls les Tutsi étaient menacés et demanda aux Hutu de s'éloigner. Son grand frère, venu en renfort, s'attaqua le premier au rassemblement. Seuls quatre personnes parvinrent à s'échapper. Super Nsanzabatware rejoignit le groupe le lendemain. Son demi-frère, Rwakayigamba, lui avait donné une arme, ce qui le plaçait en situation de compétition avec Byemayire. Le groupe décida de se rendre au domicile d'une gendarme Tutsi, pensant y trouver d'autres armes. La femme n'était pas là, mais une trentaine de personnes se cachaient chez elle qui furent presque toutes tuées. Les jours suivants, le groupe agit de manière dispersée. Byemayire et Super s'unissaient encore parfois pour chercher des armes ou lorsqu'ils pensaient tuer beaucoup de monde. Mais l'un et l'autre, devenus plus puissants, avaient aussi d'autres priorités : Super ouvrit un débit de boisson et se fit une maîtresse d'une femme qu'il menaçait et dont il avait tué le mari quelques jours plus tôt. La redistribution du pillage suscita de nombreux conflits. Pour les régler, Byemayire exigea que la viande fût partagée, consommée en commun et préparée par les femmes. L'arrivée du FPR par le nord-est les prit au dépourvu. Byemayire parvint à se glisser vers la frontière tanzanienne. Il n'est, à cette date, pas rentré au Rwanda. Super Nsanzabatware captura quatre personnes qu'il mena au camp de Nyagasambo où s'étaient réfugiés les Tutsi survivants. Passé en zone contrôlée par le FPR, il fut reconnu et confondu. Sa trace se perd par la suite.

La bande de Cyimana à Karembé¹⁵⁶

Félicien Cyimana était né en 1962 à Ngaru, de père inconnu. Sa mère avait plus tard épousé un homme qui n'avait pas voulu le reconnaître. Comme la terre se transmettait de père en fils, aucune parcelle ne lui avait été promise et il n'avait pu se marier. Il ne possédait rien, ni terre ni bétail et ses voisins le considéraient comme un *umutindi*, pauvre parmi les pauvres. Au long des années 1980, il avait survécu en acheminant les denrées que lui confiaient les commerçants, vers Ngororero ou Vunga. Il servait également de sentinelle à la coopérative KORA (le mot signifie travail en kinyarwanda), puis fut employé au même poste chez le directeur de l'école secondaire de Karembé de 1990 à 1994. Pour toutes ces activités, il était payé en argent. Cyimana avait trouvé son emploi à la KORA par l'intermédiaire d'un voisin, Bujereri, menuisier de profession, qui s'occupait de sa gestion : installée au cœur du centre rural le plus important de la commune, la coopérative possédait un débit de boisson et une petite salle de restauration attenante. Les deux hommes s'entendaient bien et avaient de nombreux amis communs, dont Pio le chauffeur du centre de santé. L'un effectuait pour lui de menues prestations, l'autre était le cousin de son épouse. Liée au Parmehutu, la famille de Pio avait été puissante sous la première République mais avait décliné après l'installation du régime Habyarimana en 1973. Lorsque le multipartisme fut introduit en 1991, Cyimana adhéra d'abord au MRND à la suite du directeur de l'école secondaire pour qui il travaillait. Puis il devint membre du MDR, en même temps que Pio et Bujereri. Le cabaret de la KORA ne désemplissait pas. Même le prêtre de la paroisse, lui aussi du MDR, le fréquentait. Un autre responsable du MDR local, ancien policier, avait installé son propre débit de boisson à quelques dizaines de mètres de celui de la KORA. Il y avait hissé le drapeau du parti. En compagnie d'autres amis, dont le boulanger occasionnel de la coopérative et un voisin maçon, eux aussi membres du MDR, Cyimana passait volontiers d'un cabaret à l'autre. Entre 1991 et 1993, ces hommes participèrent à plusieurs actions de *kubohoza* : pour planter un drapeau de force, dans des bagarres avec des militants du MRND, pour couper et distribuer le bois des terrains communaux...

Le 5 mai 1994, Cyimana et d'autres employés ponctuels de la KORA ou de petits artisans du centre assistèrent à la descente du sous-lieutenant venu de Kigali. Ils écoutèrent son discours, le virent lui-même à l'œuvre, tuant l'ancien brigadier, demandant à d'autres de lui amener une famille Tutsi voisine. Plusieurs d'entre eux partirent chercher les victimes que le sous-lieutenant avait désignées. Plus tard dans la journée, ils apprirent que Ndongezi, l'ancien sous-chef Hutu nommé au lendemain de la Révolution sociale, avait accueilli chez lui un jeune réfugié Tutsi, qui s'occupait de l'entretien de son enclos. Ils se mirent alors en route à une dizaine et forcèrent le vieil homme à leur

¹⁵⁶ Récit constitué sur la base de sept entretiens : membres de la bande, voisins et demi-frère du meneur.

livrer l'enfant en le menaçant lui-même. Le fait mérite d'être signalé : l'ancien sous-chef disposait en temps normal d'une autorité considérable, ses enfants étaient des personnalités connues dans la commune, l'un d'eux était responsable des services de renseignements pour le Premier ministre pendant le génocide. La bande put le menacer sans crainte de représailles, se saisit de l'enfant et s'éloigna à la demande d'une voisine qui ne voulait pas voir le sang couler sur ses terres. Sur le chemin, certains des riverains qui assistaient à la scène rejoignirent la bande, la suivirent, excités et curieux. D'autres coururent se cloîtrer chez eux et observer la scène au travers de l'enclos. Revenus au centre, on mena l'enfant près des corps que le sous-lieutenant avait déjà fait entasser. Cyimana le tua à l'aide d'une petite houe laissée là à cet effet. Puis la bande se dispersa ; certains, dont Cyimana, partirent en rejoindre d'autres, qui ratissaient le secteur, de foyer en foyer. Quelques jours plus tard, ayant appris qu'une famille voisine cachait une femme tutsi et un bébé, Cyimana rassembla rapidement ses proches : son demi-frère, un autre boulanger, d'autres employés voisins de la KORA dont certains avaient fait partie de la première expédition. Aucun ordre n'avait été donné par aucune des autorités légalement ou illégalement instituées. La bande formée, qui regroupait sept personnes, se saisit de la femme et la mena jusqu'à la rivière Nyabarongo, située à plus d'une heure de marche. Pendant le trajet, la femme expliqua qu'elle était faite du même sang que ses agresseurs. Elle n'essaya pas de s'enfuir. Jetée dans la rivière, elle parvint à se dégager et, son enfant toujours sur le dos, à nager jusqu'à la rive opposée. Là, les miliciens et bandes de la commune attenante l'empêchèrent de monter sur la rive et la forcèrent à retourner d'où elle était venue. Elle fit le trajet en sens inverse, et Cyimana la tua à coups de massue. Sur le chemin du retour, la bande s'arrêta au domicile de la famille qui avait hébergé cette femme. Cyimana exigea 4 000 francs, somme que ni la famille ni les voisins n'étaient en mesure de fournir. Il se saisit alors d'un mouton, que la bande partit revendre au centre. Les 4 000 francs de la vente permirent d'acheter et de boire de la bière.

La plupart des membres de la bande participa à d'autres expéditions, s'agrégea à d'autres groupes, pour le meurtre et le pillage des biens de telle ou telle famille. D'autres bandes regroupèrent des grappes de relations déjà à l'œuvre dans celle de Rukirumurame. Beaucoup fuirent vers le Zaïre lorsque le FPR prit la commune à la fin du mois de juin. Certains rentrèrent soit quelques mois plus tard, soit après 1996. La famille de Rukirumurame considère qu'il est mort pendant l'exil.

CONCLUSION

Les conclusions que nous pouvons tirer de cet aperçu des mobilisations rurales pendant le multipartisme et le génocide sont de trois ordres.

A notre sens, l'Etat doit être envisagé comme une faction disposant d'une technologie propre plutôt que comme un appareil reposant sur un principe hiérarchique strict et uniforme. Cela ne revient pas à sous-estimer son poids, mais à lui donner une définition, des modes et des lieux d'actions autres : l'Etat ne se confond plus avec ses structures. En ce sens, l'adhésion des élites intermédiaires au projet du génocide ne reflète ni Léviathan ni culture de l'obéissance. Elle a été le fait d'entrepreneurs politiques parfois très proches des réseaux de pouvoir centraux (comme c'était le cas de Xavier Lizinde), dont seuls certains disposaient de la technologie de l'Etat. Ces hommes se rallièrent à un consensus progressivement apparu à partir de 1992. Ce ralliement fut fonction de l'évolution de l'accès aux ressources que déterminaient, en dernière instance, les négociations à Arusha.

Le mouvement Power, qui accéda au pouvoir après la mort d'Habyarimana, relevait d'un accord sur la fondation d'un ordre nouveau. A ce titre, il ne se différencie pas fondamentalement du fonctionnement de l'idéologie du développement sous la deuxième République¹⁵⁷ : en 1989, Lizinde organisait des tournées dans sa commune pour promouvoir l'initiative de Bamako¹⁵⁸ avec le même zèle qu'il mit à œuvrer à la victoire du MRND sous le multipartisme et aux massacres des Tutsi de Butaka pendant le génocide. Il est objectivement difficile de savoir s'il agit en idéologue : à la fin des années 1960, il refusait qu'un Tutsi devint le comptable de l'administration qu'il dirigeait¹⁵⁹. Pourtant en 1973, il se tint à l'écart des violences dirigées contre les Tutsi qui marquèrent la fin de la première République, parrainant et aidant dès l'installation du mot d'ordre « Unité, Paix, Développement » de nombreux Tutsi de sa commune qui parfois périrent en allant lui demander de l'aide pendant le génocide. L'alignement sur le mot d'ordre ethniste, qui devait se manifester par sa revendication à outrance fut, à notre sens, essentiellement tactique : l'enjeu réel concernait l'accès aux ressources.

Une économie de la violence s'est progressivement imposée au Rwanda entre 1991 et 1994. L'action violente supplanta tendanciellement la monnaie comme étalon de valeur et moyen d'échange – fut-il réduit à la prédation – tandis que l'argent, subissant deux dévaluations consécutives, perdait de sa valeur. Nous n'entendons pas par là que la violence a remplacé la monnaie, mais qu'elle l'a recouverte, tout comme l'argent avait recouvert les relations de clientèle

¹⁵⁷ A Nyabiwigunge, un orateur fait directement le raccourci au cours d'une réunion : « Unissons nos forces ! Soyons les PAWA [Power] ! C'est comme cela que nous conduirons notre secteur vers le développement ». N19940518 : Rapport de réunion du comité de sécurité du secteur Kirwa

¹⁵⁸ Adoptée par l'OMS en 1987, l'initiative de Bamako visait à renforcer les capacités locales d'accès aux médicaments et à la santé.

¹⁵⁹ B19690819 : Compte rendu du conseil communal : « On ne doit pas confier à un Tutsi les affaires économiques ».

sans formellement y mettre fin. Les échanges monétaires continuèrent pendant le génocide, mais furent relégués au second plan si on les compare à ce que la violence permettait d'obtenir, d'échanger, de mesurer. Ils étaient un appoint. Les répertoires violents qu'exploitèrent les *brokers* n'étaient pas soumis à la restauration d'une quelconque légalité : ils *étaient* la légalité. La violence devint, sous le multipartisme, le mode privilégié d'allocation des ressources, menaçant par là même la position des élites intermédiaires. A ce titre, le choix de l'ethnisme représenta pour elles un mode de diversion qui permettait d'écarter un retournement de la violence à leur encontre, lequel devenait d'autant plus plausible qu'un mécontentement réel s'exprimait à leur égard. Les bandes de l'ordre Power, regroupant finalement des membres de différents partis politiques, de différentes classes sociales et originaires de différentes régions manifestèrent à nouveau l'unité du pays et, comme le dirent de nombreux entretiens, « parlèrent la même langue¹⁶⁰ ».

¹⁶⁰ Entretien avec Eloi Ndikumana, Prison de Gitarama, 22 février 2008 ; Entretien avec Alphonse Kambanda, Prison de Gitarama, 27 février 2008 ; Entretien avec Claver Gahima, Rusuli, 11 septembre 2006.

LEXIQUE ET ACRONYMES

CDR : Coalition pour la défense de la République, créée le 23 mars 1992.

CERAI : Centres d'éducation rurale et artisanale intégrée.

CESTRAR : Centrale des syndicats de travailleurs au Rwanda.

FAR : Forces armées rwandaises.

FPR : Front patriotique rwandais, mouvement politique créé en décembre 1987 par les réfugiés rwandais de 1959 et 1973.

Imbaraga : Syndicat paysan lié au MRND, créé en 1989.

JDR : Jeunesses démocratiques républicaines, mouvement de jeunesse du MDR créé en 1991.

MDR : Mouvement démocratique Républicain, parti politique héritier du MDR-Parmehutu créé le 1^{er} juillet 1991.

Minerval : frais de scolarité.

MRND : Mouvement révolutionnaire national pour le développement, parti politique unique de la deuxième République, créé le 5 juillet 1975 ; en activité jusqu'à la mise en place du multipartisme, remplacé par le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement, créé le 5 juillet 1991.

Parmehutu : Parti de l'émancipation du peuple Hutu, parti unique de fait sous la première République (1961-1973).

PD : Parti démocrate, créé le 7 mars 1992.

PDC : Parti démocrate chrétien, créé le 30 juin 1991.

PL : Parti libéral, créé le 14 juillet 1991.

Power : Coalition extrémiste transcendant les partis politiques apparue fin octobre 1993. Quoique dépourvu de structure formelle, le mouvement Power s'impose dans le pays la semaine suivant l'assassinat de Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994, et met en œuvre le génocide.

PRD : Parti pour le renouveau démocratique, créé le 18 juillet 1992.

PSD : Parti social démocrate, créé le 1^{er} juillet 1991.

PSR : Parti socialiste rwandais, créé le 18 août 1991.

RTL : Radio Télévision Libre Mille Collines, créée en juillet 1993.

TRAFIPRO : Travail, Fidélité, Progrès ; réseau de coopératives installé au Rwanda dans les années 1950.

Urama : *Urunana rw'abanyarwandakazi mu jyambere*, Organisation des femmes rwandaises pour le développement.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRÉ Catherine, PLATTEAU Jean-Philippe, "Land Tenure under Unbearable Stress: Rwanda caught in the malthusian trap", *Journal of Economic Behaviour & Organization*, vol. 34, n°1, 1998, p. 1-47.
- [ANONYME], *Historique et Chronologie du Ruanda*, ministère des Colonies, Belgique, 1954.
- BARTH Fredrik, *Political Leadership among Swat Pathans*, Londres, Athlone Press, 1990.
- BECKER Howard S., *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985.
- BEZY Fernand, « Rwanda 1962-1989, bilan socio-économique d'un régime », *Mondes en développement*, tome 18, n°69, 1990, p. 15-38.
- BLOK Anton, *The Mafia of a Sicilian Village 1860-1960. A study of violent peasant entrepreneurs*, Oxford, Basil Blackwell, 1974.
- BLOK Anton, « Les cavaliers du Bouc : brigandage et répression en Basse Meuse (1730-1778) », *Cultures & Conflits*, n°24-25, 1997, p. 11-36.
- BOISSEVAIN Jeremy, *Friends of Friends. Networks, Manipulators and Coalitions*, Oxford, Basil Blackwell, 1974.
- CHRETIEN Jean-Pierre, « Echanges et hiérarchies dans les royaumes des Grands Lacs de l'Est africain », *Annales Economies, Sociétés, Civilisations*, vol. 29, n°6, 1974, p. 1327-1337.
- CHRETIEN Jean-Pierre, « Les deux visages de Cham. Points de vue français du XIXème siècle sur les races africaines d'après l'exemple de l'Afrique orientale », in Pierre Gural et Emile Temime (dirs.), *L'idée de race dans la pensée politique française contemporaine*, Paris, Editions du CNRS, 1977, p. 171-199.
- CHRETIEN Jean-Pierre (dir.), *Rwanda, les médias du génocide*, Paris, Karthala, 2002.
- D'HERTEFELT Marcel, DE LAME Danielle, *Société, culture et histoire du Rwanda, Encyclopédie bibliographique 1863-1980/87 (deux tomes)*, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique Centrale, 1987.
- DE LAME Danielle, *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête. Transformations et blocages du Rwanda rural*, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique centrale, 1996.
- FIDH ET HUMAN RIGHTS WATCH, *Aucun témoin ne doit survivre*, Paris, Karthala, 1999.
- FUJII Lee Ann, *Killing Neighbours. Webs of violence in Rwanda*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2009.
- GASANA James, *Rwanda : du Parti-Etat à l'Etat-Garnison*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- GRANOVETTER Mark, "The Strength of Weak Ties", *American Journal of Sociology*, vol. 78, n°6, 1973, p. 1360-1380.

- GUICHAOUA André (dir.), *Les Crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)*, Paris, Karthala, 1995.
- GUICHAOUA André, *Xavier Lizinde le « Grand Bourgmestre »*, Rapport d'expertise rédigé à la demande du Tribunal Pénal International des Nations Unies sur le Rwanda, Arusha, 2001.
- HILLMANN Henning, "Localism and the Limits of Political Brokerage: Evidence from Revolutionary Vermont", *American Journal of Sociology*, vol. 114, n°2, 2008, p. 287-331.
- HYDEN Goran, *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- INGELAERE Bert, *Living the Transition, A Bottom-up Perspective on Rwanda's Political Transition*, Discussion Paper n°6, Institute of Development Policy and Management (IOB), University of Antwerp, 2007.
- JACOB Irénée, *Dictionnaire Rwandais-Français en trois volumes*, Kigali, Imprimerie scolaire, 1984.
- JONES Bruce D., *Peacemaking in Rwanda. The Dynamics of Failure*, Boulder et Londres, Lynne Rienner Publishers, 2001.
- KAJEHUGAKWA Valens, *Rwanda, de la terre de paix à la terre de sang et après ?* Paris, Remi Perrin, 2001.
- KETTERING Sharon, *Patrons, Brokers, and Clients in Seventeenth-Century France*, New York, Oxford University Press, 1986.
- KIMONYO Jean-Paul, *Rwanda. Un génocide populaire*, Paris, Karthala, 2008.
- KLEMPERER Victor, *Lingua Tertii Imperii, la langue du III^e Reich*, Paris, Albin Michel, 1996.
- LEMARCHAND René, « Les relations de clientèle comme agent de contestation, le cas du Rwanda », *Civilisations*, vol. 18, n°4, 1968, p. 553-573.
- LEMARCHAND René, *Rwanda and Burundi*, Londres, Pall Mall Press, 1970.
- LONGMAN Timothy, "Genocide and Socio-political Change: Massacres in Two Rwandan Villages", *Issue, A journal of opinion*, vol. 23, n°2, 1995, p. 18-21.
- LONGMAN Timothy, "Placing Genocide in Context: research priorities for the Rwandan genocide", *Journal of Genocide Research*, vol. 6, n°1, 2004, p. 29-45.
- MCADAM Doug, TARROW Sydney, TILLY Charles, *Dynamics of Contention*, New York et Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- MALKKI Liisa, *Purity and Exile: Violence, Memory and National Cosmology among Hutu refugees in Tanzania*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.
- MARYSSE Stephaan, de HERDT Tom, NDAYAMBAJE Elie, *Rwanda, Appauvrissement et ajustement structurel*, Cahiers Africains n°12, Paris, L'Harmattan, 1994.
- MATON Jeff, *Développement économique et social au Rwanda entre 1980 et 1993. Le dixième décile en face de l'apocalypse*, Université de Gand, Faculté des sciences économiques, 1994.

- MIGEOTTE François, *Une colline rwandaise à travers ses pratiques d'élevage*, Annales n°160, Musée Royal de l'Afrique Centrale, Tervuren, 1997.
- MIRONKO Charles, "Igitero: Means and Motives to the Rwandan Genocide", *Journal of Genocide Research*, vol. 6, n°1, 2004, p. 47-60.
- MOSSE George L., *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.
- MUSIL Robert, *L'homme sans qualités*, Paris, Seuil, 2004.
- NEWBURY Catharine, *The Cohesion of Oppression. Clientship and Ethnicity in Rwanda, 1860-1960*, New York, Columbia University Press, 1988.
- NEWBURY Catharine, NEWBURY David, "Bringing the Peasants Back In: Agrarian themes in the construction and corrosion of statist historiography in Rwanda", *The American Historical Review*, vol. 105, n°3, 2000, p. 832-877.
- POLLAK Michael, *L'Expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*. Paris, Métailié, 1990.
- REPUBLIQUE RWANDAISE, *L'intégration économique des jeunes non scolarisés et déscolarisés*, ministère du Plan, ministère de la Jeunesse, Kigali, 1978.
- REYTIENS Filip, *Pouvoir et droit au Rwanda. Droit Public et Evolution politique, 1916-1973*, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique Centrale, 1985.
- SCOTT James C., "Patron-Client Politics and Political Change in Southeast Asia", in Steffen W. Schmidt, Laura Guasti, Carl H. Lande, James C. Scott (eds.), *Friends, Followers and Factions. A Reader in Political Clientelism*, Berkeley, Los Angeles et Londres, University of California Press, 1977.
- SEMELIN Jacques, *Purifier et détruire. Usages politiques et imaginaire du massacre*, Paris, Seuil, 2005.
- SILVESTRE Victor, « Différenciations socio-économiques dans une société à vocation égalitaire : Masaka dans le paysannat de l'Icyanya », *Cahiers d'Etudes Africaines*, vol. 14, n°53, 1974, p. 104-169.
- STRAUS Scott, *The Order of Genocide. Race, Power and War in Rwanda*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2006.
- TAYLOR Christopher C., *Milk Honey and Money. Changing concepts in Rwandan healing*, Washington et Londres, Smithsonian Institution Press, 1992.
- TILLY Charles, *The Vendée*, Cambridge, Harvard University Press, 1964.
- TILLY Charles, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.
- TILLY Charles, *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*, Cambridge, Basil Blackwell, 1990.
- UVIN Peter, *Aiding Violence, the Development Enterprise in Rwanda*, West Hartford, Kumaria Press, 1998.

- VERWIMP Philip, *Development and Genocide in Rwanda. A political Economy Analysis of Peasants and Power under the Habyarimana Regime*, Phd Dissertation n°170, K.U. Leuven, 2003.
- VIDAL Claudine, « Questions sur le rôle des paysans durant le génocide des Rwandais Tutsi », *Cahiers d'Etudes Africaines*, vol. 38, n°150-152, 1998, p. 331-345.
- VIRET Emmanuel, « Chronologie du Rwanda (1867-1994) », *Online Encyclopedia of Mass Violence*, mars 2009 : <http://www.massviolence.org/IMG/pdf/Rwanda3.pdf>
- WAGNER Michele D., "All the Bourgmestre's Men: Making Sense of Genocide in Rwanda", *Africa Today*, vol. 45, n°1, 1998, p. 25-36.
- WEINSTEIN, Jeremy M., *Inside Rebellion. The Politics of Insurgent Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- WOOD Elizabeth J., *Inside Collective Action and Civil War in El Salvador*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.